LE COURRIER ROUMAIN

Le premier Journal publié dans le pays roumain, le 8 Avril 1829, par J. HELIADE-RADULESCO

PUBLICATION - NOUVELLE SERIE - QUI PARAIT DEUX FOIS PAR MOIS EN LANGUES FRANÇAISE ANGLAISE ET ROUMAINE

DIRECTEUR : Constantin ARSENE
Président du « CENTRE SYNDICAL des JOURNALISTES et PUBLICISTES ROUMAINS DEMOCRATES REFUGIES ».

ABONNEMENTS
FRANCE : 3.000 Frs par an ; 1.500 Frs pour 6 mois ; 1.000 Frs pour 3 mois
TOUS LES AUTRES PAYS : 10 Dollars par an ; 5 Dollars pour 6 mois

ADRESSE POUR CORRESPONDANCE :
Constantin ARSENE
6, Rue Treyon - PARIS-17e
Téléphone : GAL. 31-26 - C. C. Postel 10361 07
Dépôt légal : N° 17.288/1953 - RONEOTYPE

SOMMAIRE

INSTITUTUL ROMÂN DE ISTORIE RECENTĂ I.R.I.R.

- LE PLAN D'IMMIGRATION D'ULBRICHT A ECHOUE par A. OTTO . page 2
- L'ACTUALITE POLITIQUE par VELLA . . . . . " 3
- BILAN DU CONSEIL DE L'EUROPE par Rolland POLLA . . . . . " 5
- CHANGE IN RUMANIA V. V. TILEA . . . . . " 7
- "SCHIMBARE IN ROMANIA" (V.V. TILEA) de I.G.M. . . . . " 9
- PUNERE LA PUNCT de George V. SERDICI . . . . . " 11
- DUPA CEL DE AL IX-LEA CONGRES AL PARTIDULUI COMUNIST ROMAN de Alexandru TARNOPOL . . . . . " 17
- COMITETE NATIONALE şi PRECESE VERBALE de I.G. MUGUR . " 21
- DE-AR FI ADEVARAT (din "Acţiunea Catolică Română) . . " 22
- CEASUL AL DOISPREZECELEA de I.D.M. . . . . " 23
- IAR POLITICA LA MOSCOVA . . . . . " 24
- COMANDOURI DE MARINARI SI DE POLITISTI CAUTĂ LA PRINTUL CAROL AL ROMÂNIEI, PE BANDITUL CĂILOR FERATE EVADAT...DAR NU-L GASESC ... . " 26
- EPIGRAME de I. BRAILEANU . . . . . " 27
- TRIBUNA CITITORILOR . . . . . " 28
- N O T E . . . . . " 30

N°295-296

13-eme ANNEE 16-31 JUILLET 1965

LE PLAN D'IMMIGRATION D'ULBRICHT A ECHOUE

Le plan du président du Conseil d'Etat de la Zone soviétique, Walter Ulbricht, visant à "transplanter" des centaines de milliers d'Allemands vivant en Pologne, à échoué. Comme on a pu l'apprendre à Bonn de milieux bien informés, les accords secrets passés voici trois ans entre Berlin-Est et Varsovie ne peuvent se réaliser, parce que les Allemands qui se trouvent en Pologne ne montrent aucun intérêt. A l'heure actuelle, selon les estimations officielles, il y a encore 800.000 Allemands en Pologne et dans les régions orientales de l'Allemagne sous administration polonaise.

D'après les accords soviéto-polonais, Ulbricht voulait employer au moins pendant cinq ans les Allemands aptes à travailler (et éventuellement leur famille) en Zone soviétique, "afin de remédier au chômage qui sévit en Pologne". Plus pard, les Allemands devaient être intégrés. Les campagnes publicitaires, qui fonctionnent encore à plein régime dans les organismes est-allemands de Pologne, n'ont éveillé apparemment aucun écho. L'intérêt de venir travailler dans l'"Etat des ouvriers et des paysans" est inexistant. C'est uniquement dans le cadre du rapprochement des familles que des Allemands se sont rendus en zone soviétique. Cela représente environ 1.000 personnes par an.

Les derniers émigrants font l'éloge des autorités polonaises, qui n'exercent aucune pression politique sur les Allemands qui font une demande d'émigration. Les Polonais respectent les désirs des Allemands et les laissent libres d'aller en Zone soviétique ou en République fédérale.

Il ressort, d'autre part, d'une statistique publiée par la Croix Rouge allemande, que le gouvernement polonais se montre très généreux envers les derniers émigrants allemands. De 1955 à 1964, 302.414 Allemands ont reçu l'autorisation de venir s'installer définitivement en République fédérale. Et l'évolution se poursuit. Jusqu'à fin mai, 6.162 Allemands sont entrés en République fédérale dans le cadre du rapprochement des familles. Il est remarquable à ce propos que 60 % de ces émigrants sont aptes à travailler. Moins de 10 % seulement sont à l'âge de la retraite.

En opposition flagrante, on trouve la statistique des personnes qui quittent la Zone soviétique avec l'autorisation du régime pour venir s'installer en république fédérale : 90 % sont des retraités et des vieillards. Le reste est réparti dans les divers groupes d'âge.

*

Il y a peu de temps, un retraité de la "R.D.A." se voyait traîné devant les tribunaux, parce qu'il avait vendu une montre. Son "crime" était le suivant: lors d'un voyage en République fédérale, il avait vendu cet "objet de valeur" pour pouvoir s'acheter des chaussures. Quand un habitant de l'Allemagne de l'Est se rend en République fédérale, il reçoit un papier, commençant par les mots "cher citoyen", et qui dit qu'il n'a pas le droit de laisser des objets de valeur en République fédérale, même s'il s'agit d'un cadeau.

Et le retraité a été condamné à quatre ans de prison....

("FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG")

A. OTTO

LE COURRIER ROUMAIN

L'ACTUALITÉ POLITIQUE

Reçu le jeudi 22 juillet par M. Charles Lucet, directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay, M. Robert McBride, ministre-conseiller à l'ambassade des Etats-Unis à Paris, a exprimé les regrets du gouvernement américain pour la violation involontaire des règles de circulation aérienne en France qui a été commise pendant des vols d'entraînement de routine.

Cette démarche fait suite à la protestation française consécutive au survol, dernièrement, par un avion de reconnaissance américain, de l'usine de séparation isotopique de Pierrelatte. Cent soixante-quinze clichés des zones couvertes par le secret militaire avaient alors été pris.

Le ministre conseiller a donné l'assurance que de tels vols ne se renouvelleront pas.

Dans les milieux autorisés français, on considère l'incident comme clos, même s'il a constitué un flagrant délit. Paris et Washington semblent s'accorder pour éviter toute exploitation de cet incident.

*

L'Espagne et le Marché commun. "La France est disposée à appuyer l'entrée de l'Espagne dans la Communauté économique européenne, car l'Expagne, par son histoire et son importance, appartient depuis toujours à l'Europe", - a déclaré M. Roger Monmayou, consul général de France à Barcelone, au cours de la cérémonie de clôture et de remise des diplômes du cours spécial d'automatisation qui a eu lieu à l'Ecole technique supérieure d'ingénieurs industriels de cette ville.

*

Aux cris de "Mort aux communistes!", des milliers de manifestants d'extrême droite ont attaqué récemment les délégués du parti ouvrier, frappant sauvagement six d'entre eux, dont le secrétaire général du parti, M. Kemal Hakki Selek, à Brusa (Turqie). Les six délégués ont été hospitalisés.

Les manifestants, parmi lesquels se trouvaient des membres de l'Association de lutte contre le communisme, ont ensuite attaqué et pillé le siège du parti à Brusa, où venait de se tenir un congrès provincial.

La police les a dispersés à coups de matraque et a procédé à dix arrestations. On compte quinze blessés parmi les membres du parti ouvrier, dont sept ont été hospitalisés.

*

Un certain nombre d'usines soviétiques fabriquant des machines, vont être autorisées à traiter directement avec leurs clients - ce qui constitue un nouveau pas vers l'abandon du système de contrôle économique centralisé, dans le domaine de l'industrie lourde, et une nouvelle application de la notion de "rentabilité".

Les usines de construction d'outils et de machines ne devront plus passer, pour organiser leur programme de production, par les organes administratifs du plan, mais se baser essentiellement sur les commandes reçues, et que leur activité sera jugée selon le profit réalisé, et non plus d'après la réalisation des objectifs fixés.

*

La vague de réformes dans l'industrie soviétique s'étend maintenant au commerce: à partir du 1-er juillet 1965, un certain nombre de magasins-pilotes fixeront eux-mêmes le montant des salaires perçus par leurs employés, - annnçe le "Journal économique".

L'expérience qui complète celle actuellement en cours aux termes de laquelle des fabriques-pilotes passent directement contrat avec les points de vente, sera appliquée en Esthonie, Moldavie, Ukraine et à Moscou.

De tous les indices et critères imposés aux entreprises commerciales, deux seulement seront retenus pour juger de la bonne marche des magasins-pilotes : le chiffre d'affaires et le bénéfice.

*

Tokio.- M. Hiroshi Arai, chef de la police nationale japonaise, a fait état d'une croissance rapide du Parti communiste japonais, et a déclaré que 50.000 de ses membres non déclarés se sont infiltrés dans l'administration et dans la grande industrie.

M. Arai, qui parlait à une conférence des chefs des services de sécurité japonais, a mis en garde son auditoire contre la possibilité de troubles dont les auteurs virtuels seraient quelque 70.000 militants d'extrême-droite, qui, a-t-il dit, donnent des signes d'agitation et paraissent vouloir un affrontement massif avec la gauche. M. Arai n'écarte pas la possibilité de tentatives de coups d'Etat.

Selon le chef de la police japonaise, la propagande communiste s'est exercée principalement au cours des mois derniers sur le personnel des forces armées.

*

Vingt ans viennent de passer depuis que se réunissait à San-Francisco la grande conférence qui devait arrêter les statuts de la nouvelle organisation destinée à combler le vide créé par la sanglante faillite de la S.D.N. et dont le président Roosevelt et M. Churchill avaient jeté les premières bases le 14 août 1941, à bord du cuirassé Potomac, dans leur Charte de l'Atlantique.

Par la suite, de sérieux "assouplissements" furent apportés à ce document afin d'obtenir l'adhésion de l'U.R.S.S. Puis, au cours d'une réunion tenue à Dumbarton Oaks, dans la banlieue de Washington, les représentants des cinq grandes puissances - la place demeurée provisoirement vacante en raison de la capitulation de la France était alors tenue par la Chine - se mirent d'accord sur un avant-projet de traité visant "le maintien de la paix et de la sécurité internationale". Cependant, l'esprit en fut déjà faussé, quelques mois plus tard, du fait des arrangements particuliers intervenus à Yalta entre les trois "plus grands" et concernant notamment le partage des zones d'influence en Europe.

*

Deux prêtres catholiques - les abbés Georges Helm et François-Joseph Galambos - ont été condamnés à quatre ans de prison à l'issue d'un procès à huis clos devant un tribunal de Budapest - a annoncé l'agence de presse catholique autrichienne Kathpress.

Les deux prêtres hongrois étaient accusés d'avoir, au cours d'un voyage en Allemagne de l'Ouest, eu des activités contraires aux intérêts de la patrie et accepté de l'argent pour leurs paroisses. Leurs biens ont été confisqués. Ils peuvent cependant continuer à exercer leur sacerdoce.

*

En ROUMANIE, des vilages sont rebaptisés parce que leurs noms sont considérés comme rétrogrades. Ainsi la commune de "Valea Neagră" (Vallée Noire) a été changée en "Lumina" (Lumière) ; Cîrpiţi" qui signifie "Lambeaux" est devenu "Victoria" et "Răsipiţi" (Dispersés) a été transformé en "Unirea (Unité). D'autres changements sont prévus pour "Flămânda" (village de la faim) "Obidiţi" (village des pauvres), "Mocirla" (trou marécageux) et "Vaideci (douleur et misère).

VELLA

BILAN DU CONSEIL DE L'EUROPE

Le Conseil de l'Europe, . . a conduit à la constitution des communautés européennes comme noyau d'une plus grande Europe, le Conseil de l'Europe, est donc à la genèse de tout ce qui a été réalisé jusqu'ici dans le domaine européen. C'est là que les Etats européens engagent un dialogue en toute franchise, sans avoir à craindre que ce qui a été dit ne puisse être considéré comme un avertissement inamical ou comme une immixtion dans les affaires intérieures d'un autre pays. C'est au Conseil de l'Europe que l'on se demande, par exemple sans cesse à nouveau comment l'on pourrait approfondir les relations entre les "Six" (C.E.E.) et les "Sept" (A.E.L.E.) et aussi avec les autres Etats européens.

Les Allemands sont le peuple d'Europe pour lequel le Conseil de l'Europe revêt la plus grande importance. S'il existe réellement quelque chose de semblable à un sentiment de solidarité en ce qui concerne le problème de la réunification, c'est bien à Strasbourg qu'ils le doivent.

A côté de ces mérites de l'organisation de Stransbourg, résidant plutôt dans l'atmosphère créée que dans les faits, il faut relever avant tout le travail technique accompli par son Comité des ministres. Il a élaboré près de cinquante conventions européennes qui déterminent déjà notre vie d'une manière beaucoup plus importante que nous ne nous le représentons.

La plus importante est la CONVENTION DE SAUVEGARDE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES. Elle apporte notamment à chaque individu se sentant lésé dans ses droits par une mesure prise à l'intérieur de son pays, la possibilité de faire appel à la Commission européenne des Droits de l'Homme et, le cas échéant, au Tribunal européen, par delà les mesures de protection juridique dont il dispose dans sa patrie.

Les dispositions de la CONVENTION EUROPEENNE POUR LE REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS touchent à un autre domaine, comprenant notamment l'engagement des Etats signataires de soumettre leurs litiges de droit international au Tribunal international de La Haye ou à une autre instance neutre et de régler dans tous les cas ce différend d'une manière pacifique.

Dans le domaine culturel, la CONVENTION CULTURELLE EUROPEENNE est la plus importante. Par elle, les Etats signataires se sont engagés à promouvoir l'entente réciproque entre les peuples et à établir un programme d'action commun pour la sauvegarde du patrimoine culturel européen. Cela implique le développement de l'étude de la langue et de la culture d'autres pays sur son propre territoire, l'octroi de facilités pour des études en dehors du propre pays et pour les échanges de personnalités de la vie culturelle et de biens culturels.

Une série de conventions et d'accords réciproques ont été aussi conclus pour l'équivalence des diplômes donnant accès aux établissements universitaires, pour l'équivalence des périodes d'études universitaires et pour la reconnaissance académique des qualifications universitaires. L'ARRANGEMENT EUROPEEN POUR LA PROTECTION DES EMISSIONS DE TELEVISION permet, en liaison avec celui sur l'ECHANGE DE PROGRAMMES AU MOYEN DE FILMS DE TELEVISION, aux stations des différents pays d'échanger leurs productions tout en assurant la protection des droits d'auteur pour ces émissions.

Dans le domaine social, un ACCORD INTERIMAIRE EUROPEEN CONCERNANT LA SECURITE SOCIALE (rentes-vieillesse, invalidité et décès) et une CONVENTION EUROPEENNE D'ASSISTANCE SOCIALE ET MEDICALE ont été élaborés. La CHARTE SOCIALE EUROPEENNE constitue un complément des droits fondamentaux mentionnés dans la Convention des droits de l'Homme. Elle précise les droits sociaux de l'individu dans les Etats

membres. Un accord porte sur l'ECHANGE DES MUTILES DE GUERRE ENTRE LES PAYS MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE AUX FINS DE TRAITEMENT MEDICAL, afin d'offrir aux victimes de guerre la possibilité du meilleur traitement possible.

La CONVENTION EUROPEENNE D'ETABLISSEMENT prévoit le libre accès réciproque des citoyens des Etats membres et leur accorde tous les droits civiques dans les pays d'accueil. La CONVENTION EUROPEENNE D'ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIERE PENALE garantit une aide réciproque étendue en ce qui concerne la poursuite des délinquants. Elle est complétée par la CONVENTION EUROPEENNE D'EXTRADITION, fixant dans ses détails la procédure d'extradition et les cas dans lesquels celle-ci peut être refusée.

Une série d'accords prévoit l'harmonisation des dispositions juridiques pour la circulation des personnes entre les pays membres du Conseil de l'Europe. Pour un séjour ne dépassant pas trois mois, seule une carte d'identité est exigée pour le passage de la frontière. L'Accord européen relatif à la suppression des visas pour les réfugiés facilite le transit de ceux-ci entre les différents Etats membres, en supprimant l'obligation des visas lorsque l'interessé peut présenter un passeport ou autre document de voyage valable. Pour les voyageurs en automobile, la CONVENTION EUROPEENNE RELATIVE A L'ASSURANCE OBLIGATOIRE DE LA RESPONSABILITE CIVILE EN MATIERE DE VEHICULES AUTOMOTEURS est d'une grande importance. Elle garantit l'indemnisation de la personne lésée dans un accident par celui qui en est responsable et protège ce dernier contre les désagréments et complications dans un pays étranger.

Les CONVENTIONS EUROPEENNES POUR LES DEMANDES DE BREVETS ET POUR LEUR CLASSIFICATION INTERNATIONALE apportent maintenant aux inventeurs de grandes facilités pour l'inscription de leurs droits de brevets et leur reconnaissance à l'étranger, créant ainsi les fondements d'un Office européen des brevets.

Ainsi se prépare pas à pas la grande unité que le Conseil de l'Europe s'est fixée comme objectif. Strasbourg est le lieu permanent des confrontations où les difficultés apparaissant sur le chemin de la plus grande unité sont opposées aux nécessités nouvelles et où l'attitude des différents gouvernements est débattue. C'est cela qui fait de l'organisation de Strasbourg un forum irremplaçable pour le dialogue entre les peuples de l'Europe à la recherche de leur avenir commun.

Rolland POLLA

. . . . . .

Au cours de sa réunion qui a eu lieu à Tel-Aviv (Israël) du 7 au 12 juin, le Comité exécutif de la Fédération Internationale des Journalistes (FIJ) a adopté un programme d'action en vue de réaliser les objectifs de la FIJ.

Il y avait 28 délégués d'Afique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique latine et d'Amérique du Nors à la réunion que présidait H.J. Bradley, président. C'est non seulement la première fois que le Comité Exécutif de la FIJ se réunissait hors d'Europe, mais ce fut aussi la réunion la plus efficace que la FIJ a tenue.

On présenta plusieurs rapports sur les conditions de la liberté de la presse dans divers pays. On prit des résolution sur les menaces et les violations de la liberté de la presse en Afrique du Sud et à Cuba. On adopta une résolution déclarant que : "La FIJ estime que le moment est venu d'accorder à la profession de journaliste, si importante pour le développement des nations ainsi que pour l'amélioration générale des relations internationales, le bénéfice des avantages du BIT.3 La FIJ jouit du statut consultatif auprès du BIT.

Le Congrès pour 1966 aura lieu à Berlin du 2 au 7 Mai.

La FIJ proteste de la manière la plus énergique contre la suppression à Cuba de la liberté d'opinio, d'expression, d'information et de la liberté de publier des nouvelles et de faire des commentaires. Elle enjoint les autorités cubaines à libérer immédiatement les 30 journalistes incarcérés.

. . . . . .

THE RUMANIAN COURIER

CHANGE IN RUMANIA

Sir, - I read with great interest last Sunday's article by Mr Lederer on the new Rumanian constitution.

For more than two years we in exile have followed closely with anxiety and admiration the cloack-and-dagger war waged by the Rumanian Communist Government against its Goliath brother, Russia, for more political and economic freedom.

The new draft constitution (wich has been accepted by the State Council and will no doubt be accepted also by the National assembly) seems to seal Rumania's independence from Russia, which is the most important part (art. 1). There is no worf about Soviet Russia and the eternal friendship, as in the 1952 Constitution. On the contrary the "relations of friendship and fraternal collaboration" apply to all Socialist countries. And with non-socialist countries the Constitution intends to "promote relations of collaboration" (art. 14).

Perhaps the most important part of this article concerns the basic principles of foreign relations : "sovereignty, national independence, equal roghts and mutual advantages, non-interference in internal affairs".

The new constitution is a sign of progress towards "Socialist democracy", giving personal freedom, habeas corpus, freedom of speech and worship. But at the same time it installs the Communist party as the sole and all-powerful political organ (art. 26), and limits the various freedoms, which "cannot be used for aims hostile to the Socialist system and to the interests of the working people" (art. 28).

Progress is shown also in the guarantee of personal property, small plots, dwellings, and for the first time the ownership of their own workshops by handicraftsmen, which means that the small artisans will be allowed to manufacture and trade (arts. 9-11).

The new constitution, naturally, is not modelled on Western democratic principles, but it is a remarkable effort to give the Rumanian people more personal freedom - what they have been asking for - and to assure their rights and duties - even the right to leisure - in a Welfare State. It is a great step forward and probably will have great influence on the internal development of other "Socialist" neighbour countries.

V.V. TILEA

("THE OBSERVER" July 11, 1965)

SINO-SOVIET TEST IN BUCAREST

Another round in the conflict between Rusia and China is expected to take place this week (writes LAJOS LEDERER) in Bucarest where leaders of the world Communist parties meet for the first time since the Sino-Soviet dispute burst into the open.

The occasion is the fourth Congress of the Rumanian Communist party which opens tomorrow, Russia and the Soviet bloc countries, China and her allies, including Albania, are all sending strong delegations to Bucarest.

***

JOHNSON PROCLAIMS CAPTIVE NATIONS WEEK, JULY 18-24.

President Johnson has designated the week beginning July 18 as "Captive Nations Week". He has urged Americans to give "renewed dedication to the just aspirations of all people for national independence and human liberty". His proclamation declared :

"WHEREAS the joint resolution approved July 17, 1959 authorises and requests the President of the United States of America to issue a proclamation each year designating the third week in July as "Captive Nations Week" until such time as freedom and independence shall have been achieved for all the captive nations of the world; and Whereas all peoples yearn for freedom and justice, and Whereas these basic rights unfortunately are circumscribed or unrealised in many areas of the worls ; and Whereas the United States of America has an abiding commitment to the principles of independence, personal liberty, and human dignity ; and Whereas it remains a fundamental purpose and intention of the Givernment and people of the United States of America to recognise and encourage constructive actions which foster the growth and development of national independence and human freedom :

Now, therefore, I, Lyndon B. Johnson, President of the United States of America, do herebydesignate the week beginning July 18, 1965, as Captive Nations Week. I invite the people of the United States of America to observe this week with appropriate ceremonies and activities, and I urge them to give renewed devotion to the just aspirations of all people for national independence and human liberty".

*

WHAT FRENCH OWN IN VIETNAM.- Many of the best plantations, the best businesses, in South Vietnam are still French owned. Total French investment in this country still is about 324 million dollars.

About half of this is in rubber, tea and coffee plantations. The French hold some 150,000 acres in rubber, mainly in the red-earts district around Saigon. About 10,000 acres in tea and 7,400 acres in coffee owned bt French citi zens lie in the central plateau.

French industrial investment is mainly in bottling plants, breweries, textile and pharmaceutical factories, bicycle and motorcycle plants. Some 130 million dollar's worth of French money is tied up in these ventures.

There are about 22 million dollar's worth French investments in transport and garages, 24 million dollars' worth in banks and urban eeal estate, largely in Saigon.

*

There is a persistent failure in the West to understand the savagery of the war being waged by the Soviet Government on organised religion.

*

Things are worse now than they have been for years past. Khrushchev himself initiated a new drive against religion in 1957, which began to have physical effect in 1959. Since then the number of bishops, priests, monasteries and seminaries have been neatly halved, and this operation has been on occasion conducted in a manner reminiscent of the worst days. Monks and nuns have been driven out of their establishments at rifle-point and left to starve or freeze in the forets : those who have sought to succour them intimidated or arrested. Churches have been blown up before the eyes of the faithful, held at bay by police bayonets ; distinguished churchmen have been tried on trumped-up charges (usually embzzlement) and put away. It is generally believed that the metropolitan Nikolai, who died in a ptison hospital, was murdered.

CURIERUL ROMÂNESC
Intâiul Ziar publicat in Tara românească la 8 Aprilie 1829, de J. HELIADE-RADULESCU
PUBLICATIE - SERIE NOUA - CE APARE DE DOUA ORI PE LUNA IN LIMBA FRANCEZA ENGLEZA SI ROMANA

"SCHIMBARE ÎN ROMÂNIA"

de V. V. TILEA

London 11 Julie a.c. - Sub titlul de mai sus şi sub semnătura d-lui V. V. Tilea, marele ziar englezesc "THE OBSERVER" a publicat o scrisoare în care sunt analizate atât importanţa cât şi semnificaţia schimbărilor ce le include noua constituţie din ţara noastră.

Iată traducerea textului original :

"Am citit cu mult interes cele publicate în ziarul "OBSERVER" de redactorul diplomatic d. Lederer, referitor la noua constituţie din România.

In ultimii doi ani de zile noi, în exil, am urmărit îndeaproape şi am admirat cu mare îngrijorare "hărţuelele războinice" întreprinse de guvernul comunist român în contra colosului rusesc pentru o mai multă libertate politică şi economică românească.

Actualul proect pentru o nouă constituţie (care de fapt a fost acceptată de Consiliul de Stat şi fără îndoială confirmat de Adunarea Naţională).-. pare să sigileze independenţa României faţă de Rusia Sovietică. In acest sens, Art. 1 din această nouă constituţie este cel mai important, deoarece omite orice referinţă la Rusia Sovietică şi eterna ei prietenie, aşa cum era menţionat în constituţia din 1952 ! In mod contrariu, "relaţiile de prietenie" şi "frăternă colaborare" includ de data aceasta toate ţările socialiste. De asemenea, Art. 14 prevede relaţii şi colaborări similare cu ţări a căror regimuri politice nu sunt ideologic socialiste. Ca atare, acest articol constituţional implică principii de bază noui în relaţiile cu străinătatea : "SUVERANITATE, INDEPENDENTA NATIONALA, DREPTURI EGALE si MUTUAL AVANTAGIOASE şi NE-INTERVENTIE IN AFACERI INTERNE".

Această nonă constituţie înseamnă progres în sensul unei "democraţii socialiste" şi vizează să asigure libertate personală, "habeas corpus" , libertatea cuvântului şi aceea de credinţă şi practică religioasă" In acelaş timp însă confirmă PARTIDUL COMUNIST ROMAN ca singurul organ politic atotputernic (Art. 26) şi limitează diverse libertăţi în sensul că acestea nu pot fi uzate cu scopuri ostile sistemului socialist în vigoare sau în contra intereselor poporului muncitor (Art. 28).

O tendinţă de adevărat progres ne-o arată articolele ce garantează proprietatea personală, micile loturi agricole, casele de locuit şi, pentru prima oară, dreptul de lucru şi posesie de ateliere pentru artizanat. Aceasta înseamnă că în viitor micii meseriaşi vor fi liberi să lucreze pe cont propriu şi să desfacă pe piaţă produsul muncii lor individuale (Art. 9-11).

Natural, această nouă CONSTITUTIE nu este inspirată de modelul principiilor democratice occidentale, însă, constituie un efort remarcabil de a acorda poporului românesc mai multă libertate şi de a asigura drepturile şi obligaţiile lui. Incontestabil, este un mare pas înainte şi ca atare probabil să încurajeze un progres similar intern şi în alte ţări socialiste vecine României".

V.V. TILEA

Nu este exclus ca aceste comentarii ale dlui V.V. Tilea vor stârni o avalanşe de proteste. După părerea noastră, dl V.V. Tilea nu laudă, nu se asociază şi ,u încurajează regimul comunist ca stare. El are însă curajul să recunoască o stare de fapt pe care toţi cei ce practică politica "struţului" refuză să o admită.

Unora le place să nege, sau să ignoreze ceeace nu le convine. O asemenea atitudine dovedeşte că, voitsau nevoit, ei confundă interesele lor personale cu acelea vitale şi permanente ale ţării şi poporului românesc.

Este perfect adevărat că în ultimii 20 de ani de zile, în lumea întreagă s'au realizat progrese uimitoare. Este tot atât de adevărat că un regim capitalist burghez ar fi realizat un progres economic chiar mai important decât acela al actualului regim !

In situaţia tragică internaţională, abandonaţi fiind în mod oficial de "prietenii" noştri occidentali, - cum putem noi, în exil, ajuta ţara şi neamul nostru ?

Cine are pretenţia să reproşeze dlui V.V. Tilea intenţii presupus egoiste şi să-i dea lecţii de patriotesm, este obligat, în primul rând, să răspundă întrebării puse mai sus. Să spună răspicat ce vrea :

Război atomic, revoluţie de stradă ca în Budapesta, sau EVOLUTIE cu ţinta finală de libertate şi independenţă în sensul democraţiei occidentale ?

ACUZAREA ARE CUVANTUL !

I.G.M.

Cercul juriştilor internaţionali şi-a terminat de curând sesiunea 1964-65. Oratorul, dl Felix Schnyder, Inalt comisar al Naţiunilor Unite pentru refugiaţi a vorbit, în faţa unui important auditoriu, despre : "Aspectele schimbătoare ale dreptului internaţional privind refugiaţii".

Inaltul comisar a subliniat caracterul recent al noţiunii unei responsabilităţi internaţionale colective în ce priveşte refugiaţii. De abia în 1921, Gustav Ador a propus desemnarea unui inalt comisar al Societăţii Naţiunilor pentru refugiaţi. In anii următori, guvernele, convinse de caracterul vremelnic al problemei refugiaţilor, s'au străduit a-l rezolva prin acţiuni cu caracter limitat ; totuşi experienţa ne-a dovedit că este vorba de un fenomen istoric persistent.

Dl Schyner a observat că acest mod de a învedera problema s'a manifestat sub diverse forme chiar în 1951 când s'a creat Inaltul Comisariat al N.U. pentru refugiaţi. Intr'adevăr, mandatul inaltului comisar s'a limitat la 3 ani. Convenţia din 1951 privind statutul refugiaţilor - instrumentul international principal asupra condiţiei de refugiat - nu se aplică decâtpersoanelor devenite refugiaţi în urma evenimentelor anterioare anului 1951, ca si când nici o altă problemă nouă de acest fel n'ar putea surveni. Trebuie notată de asemeni o restricţie geografică implicită : inaltul comisariat pentru refugiaţi a fost creat în funcţie de o problemă europeană.

De atunci, structura astfel creată a trebuit adaptată unei serii de nuoi situaţii;de pildă exodul maghiar din 1956 şi, mai recent, alte mişcări de sute de mii de persoane în Africa, au obligat Adunarea Generală a N.U. să reînoiască de trei ori mandatul inaltului comisar.In plus, s'a recurs la noţiunea de "bune oficii" care a mers lărgindu-se, astfel încât înaltul comisar şi-a putut exercita activitatea în beneficiul unor grupuri de desrădăcinaţi cari nu îndeplineau condiţiile juridice prevăzute la origină pentru a beneficia de statutul de refugiat.

"Numai acum - a spus mai departe dl Schnyder - comunitatea internaţională a ajuns să-şi dea seama că, atâta timp cât lumea va fi ceeace este, vom fi condamnaţi a trăi cu probleme ale refugiaţilor".

PUNERE LA PUNCT

de George V. SERDICI

Prin HOTARIREA sa dela 2 April 1965, Comitetul Central Executiv al Partidului Naţional Tărănesc (C.C.E. al P.N.T.) a retras mandatele de reprezentare în Comitetul Naţional Român (C.N.R.) pe cari le aveau domnii Prof. AUGUSTIN POPA, ALEXANDRU BUNESCU, CORNEL BIANU şi Prof. VIRGIL VENIAMIN, readucând aceste mandate la dispoziţia C.C.E. al P.N.T.

Această hotărîre a intrat în vigoare la data semnării ei de către majoritatea membrilor C.C.E. al P.N.T., deci la 2 April 1965. Dela 2 April 1965, aşa dar, dnii AUGUSTIN POPA, ALEXANDRU BUNESCU, CORNEL BIANU şi V. VENIAMIN, nu mai sunt membrii ai Comitetului Naţional Român, iar mandatele de reprezentare a Partidului Naţional Tărănesc în C.N.R. au fost readuse la dispoziţia C.C.E. al P.N.T.. Pe de altă parte, aceasta înseamnează şi că, dela 2 April 1965, Comitetul Naţional Român nu mai cuprinde nici un reprezentant al Partidului Naţional Tărănesc şi este de atunci constituit numai din dnii : CONSTANTIN VISOIANU (preşedinte), IANCU ZISSU (reprezentând Partidul Social Democrat) şi GHEORGHE ASSAN (reprezentând Partidul Naţional Liberal).

La data intrării ei în vigoare, această HOTARIRE a C.C.E. al P.N.T. a fost, pe de o parte, comunicată Majestăţii Sale Regelui MIHAI I, COMITETULUI NATIONAL ROMAN şi tuturor celor direct interesaţi şi, pe de altă parte, dată publicităţii pentru informaţia tuturor Românilor din exil şi din Tară.

Aşezările fundamentale ale Comitetului Naţional Român impun, pentru funcţionarea sa, prezenţa în sânul său a reprezentanţilor Partidului Naţional Tărănesc Nu numai atât, dar, conform ordinei acceptate; numărul acestor reprezentanţi trebuie să fie cu o majoritate de cel puţin unul faţă de numărul totalităţii reprezentanţilor celorlalte două partide politice tradiţionale române, iar numărul membrilor fără apartenenţă politică din C.N.R. trebuie să fie minoritar faţă de numărul total al membrilor reprezentând partidele politice.

Ca atare, este greu de conceput ca Comitetul Naţional Român să poată funcţiona fără participaţia reprezentanţilor Partidului Naţional Tărănesc.

Ca urmare HOTARIRII C.C.E. al P.N.T., dela 2 April a.c. şi conform uzului şi a bunelor reguli acceptate pretutindeni, dl C. VISOIANU avea datoria de a supune imediat demisiunea sa Majestăţii Sale Regelui MIHAI I? La rândul său, M. Sa Regele avea la latitudinea Sa să însărcineze o altă persoană cu formarea unui nou Comitet Naţional, care să aibe suportul şi participarea P.N.T., sau să reînsărcineze pe dl VISOIANU cu aceeaşi misiune. Comitetul Naţional Român nu putea funcţiona decât ad interim până la soluţionarea problemelor în curs şi la formarea unui nou Comitet. Este rolul şi datoria M. Sale Regelui de a veghea şi de a se îngriji ca această procedură să fie împlinită.

Au trecut mai bine de patru luni dela Comunicarea Hotărîrii C.C.E. al P. N.P. şi constatăm cu regret şi profundă consternare că nimic din cele ce trebuiau să aibă loc nu s'au petrecut. Dimpotrivă !

Dl. C. VISOIANU, în loc să-şi prezinte demisiunea şi să-şi împlinească astfel o datorie elementară ca Preşedinte al C.N.R. şi ca om integru şi responsabil, a găsit util să se perinde prin Europa, bagatelizând pretutindeni şi în toate felurile Hotărîrea C.C.E. al P.N.T. şi nu numai atât, dar, la 19 Mai 1965, cot la cot cu dl Prof. VIRGIL VENIAMIN, să se prezinte la Fundaţia Universitară Carol I dela Paris în faţa unui important număr de refugiaţi români, pentru a face o

aşa zisă expunere asupra"situaţiei internaţionale"şi asupra "acţiunii Comitetului Naţional". In cursul acestei conferinţe la Paris, dl VISOIANU a îndrăznit să bagatelizeze public Hotărîrea C.C.E. al P.N.T., calificând-o drept o "treabă internă a P.N.T., care nu interesează C.N.R.".

Puţin apoi, dl Prof. AUGUSTIN POPA, în loc de a accepta şi de a se supune disciplinat hotărîrii majorităţii C.C.E. al P.N.T. şi, ca bun membru de partid, s'o susţină din toate puterile lui, a găsit util să-şi arroge calitatea de "purtător de cuvânt " al P.N.T. - imaginându-şi probabil că astfel cuvintele sale vor avea şi mai mare răsunet - şi, printr'un aşa zis "interviu" publicat în ziarele d-lui VISOIANU "LA NATION ROUMAINE" dela Paris şi "ROMANIA" dela Washington, să bagatelizeze şi d-sa deciziunea C. C. E. al P.N.T. şi, mai mult ca atât, îndrăsneşte să-i nege valabilitatea, punând la îndoială drepturile şi calitatea de Români a unora dintre cei mai distinşi membrii ai P.N.T..

*

Voi analiza mai jos, mai pe larg, cele ce spun d-nii VISOIANU şi POPA. Pentru moment mă rezum să fac o constatare de fapte.

In ceeace priveşte pe M. Sa Regele MIHAI, în afara unei confirmări, primită prin adjutantul Său dl Col. C. PETRE-LAZAR câteva ceasuri după ce i s'a transmis Hotărîrea C.C.E. al P.N.T., nu am constatat nici o reacţiune.

Aceştea sunt faptele; înainte de a exprima concluzii, voi analiza, pentru lămurirea tuturora, cele ce spun dnii AUGUSTIN POPA şi VISOIANU.

Dl Prof. AUGUSTIN POPA, întrebat dacă hotărîrea de a retrage mandatele reprezentanţilor P.N.T. din C.N.R. va avea vre-o influenţă asupra Comitetului Naţional Român, dă un răspuns încâlcit, zicând : "Potrivit rânduielilor şi uzanţelor constituţionale, partidele politice sunt consultate şi fac propuneri. Ele nu dau însă "mandate imperative" care ar anula de fapt rolul de arbitru constituţional al Coroanei"... Această orânduire - zice dl POPA - nu poate fi abrogată prin deciziunea Comitetului unui Partid, oricât de important ar fi el, chiar dacă o asemenea deciziune s'ar fi luat cu majoritate valabilă, ceeace - susţine dl AUGUSTIN POPA - nu e cazul"...

Dl Prof. AUGUSTIN POPA, prin acest răspuns, nu dovedeşte decât că d-sa, fie că nu-şi mai dă seama de cele ce spune, fie că este de rea credinţă.

Intr'adevăr, Hotărîrea C.C.E. al P.N.T. dela 2 April 1965 nu este un "mandat imperativ" dat Coroanei sau C.N.R. şi nu are de loc scopul de a anula rolul de arbitru constituţional al Coroanei. Hotărîrea C.C.E. al P.N.T. nu este nimic altceva decât o deciziune pe care a luat-o forul suprem al Partidului Naţional Tărănesc, deciziune privind şi afectând în prim rând P.N.T. şi membrii săi.

Acest for a hotărît să-şi retragă reprezentanţii din Comitetul Naţional, şi aceasta este un drept inalienabil al acestui for. Nu numai atât, dar numai C. C.E. al P.N.T. poate numi sau retrage reprezentanţi P.N.T. la sau din orice organizaţie (aceasta pentru a lămuri pe dl VISOIANU care, în aparenţă cel puţin, propovăduieşte teoria că dnii AUGUSTIN POPA şi CORNEL BIANU au mandate dela dl IULIU MANIU şi, ca atare, mandatele acestor domni sunt irevocabile şi pe veci.)

Dl Prof. POPA, dând răspunsul pe care-l dă, transpune greşit problema şi se face vinovat de un grav afront atât faţă de Suveran cât şi faţă de partidul politic din care este presupus a face parte. Intrebarea a fost însă just pusă şi răspunsul corect l-am dat deja mai sus. Hotărîrea C.C.E. al P.N.T. afectează în primul rând P.N.T. şi membrii acestuia, pentru cari constituie un"ordin imperativ" şi indirect - datorită însăşi aşezărilor C.N.R. - are un efect deciziv asupra Comitetului Naţional, prin faptul că retrage reprezentanţii P.N.T. din acest Comitet.

Or, fără participarea P.N.T., acest comitet nu poate funcţiona.

M. Sa Regele este - cât timp îi recunoaştem drepturile, ceeace ne sforţăm

să facem - arbitrul constituţional al vieţii politice româneşti. Hotărîrea C.C.E. al P.N.T., prin însuşi conţinutul ei, nu face decât să dea posibilitate Regelui de a-şi onora obligaţiunile. Hotărîrea C.C.E. al P.N.T. nu este un "mandat imperativ" dat Coroanei, ci concluzia de fapt a unei situaţii pe care Regele n'o poate neglija pentrucă, făcând aceasta, prin propria Sa neglijenţă, voită sau nevoită, pericliteaza însăşi Monarhia.

Să fim însă bine înţeleşi : C.C.E. al P.N.T. - cum deja a fost declarat public - nu va precupeţi niciun efort pentru a vedea riguros aplicată Hotărîrea sa dela 2 April 1965.

Dar să mai revenim la cele ce spune dl Prof. POPA : Dl AUGUSTIN POPA, întrebat de ce deciziunea C.C.E. al P.N.T. n'ar fi valabilă, răspunde textual : "Fără a stărui asupra amănuntelor juridice, problema este simplă. Patru dintre cei şapte semnatari au devenit în exil cetăţeni ai unor ţări streine. Pretenţia unor cetăţeni streini de a face parte din conducerea unui partid politic ori din organul peprezentativ al poporului român este absurdă"...

Cu alte cuvinte, dl Prof. POPA, care se consideră un membru al P.N.T. şi nu numai atât, dar, în imaginaţia d-sale, "purtătorul de cuvânt" al acestui partid, neagă valabilitatea Hotărîrii C.C.E. al P.N.T. dela 2 April 1965, zicând că, pentrucă din cei şapte semnatari ai acestei Hotărîri, patru au devenit în exil cetăţeni ai unor ţări streine, această Hotărîre nu este valabilă. Dacă deci, aceşti patru nu deveneau în exil cetăţeni ai unor ţări streine, deciziunea era valabilă ! Iată argumentul cheie al Dlui Prof. POPA, pe baza căruia vrea să inducă pe M. Sa Regele, întreaga opinie publică română şi pe prietenii streini la a desconsidera Hotărîrea C.C.E. al P.N.T. dela 2 April 1965 !....

Mai întâi dl Prof. POPA greşeşte : nu sunt patru din cei şapte semnatari cari au devenit în exil (repet : în exil) cetăţeni ai unor ţări streine, ci doar doui, în speţă dnii Dr. EMIL GHILEZAN şi LIVIU VANATU-GATTERBURG. Este însă indiferent dacă doar doui sau patru sau toţi membrii C.C.E. al P.N.T. au devenit în exil cetăţeni ai unor ţări streine (desigur dacă aceste ţări streine nu's Bulgaria, Uniunea Sovietică, etc...ceeace nu-i cazul, dnii GHILEZAN şi VANATU fiind cetăţeni ai Statelor Unite ale Americii).

Marea majoritate a noastră, a celor care am ales calea exilului, din prima clipă, am ales a munci cot la cot cu prietenii streini cari ne înconjurau pentru a ne crea nouă şi familiilor noastre o existenţă onorabilă prin sudoarea frunţii noastre. Doar câţiva, număraţi pe degete, s'au socotit mai presus şi'n îngânfarea lor prezumptioasă, au ales a trăi din politică. Aceasta însemnează că, pentru a-şi plăti coşniţa, au ales să vândă tragedia Neamului şi nenorocirile fraţilor şi prietenilor din închisori şi Tară, în schimbul unor subvenţii lunare fie din banii Tării (unde reapare faimosul Fond Naţional) fie din ce au putut culege dela diferitele organizaţiuni streine.

Noi cei care am ales a ne câştiga existenţa cinstit, în mijlocul prietenilor streini, a trebuit să avem permise de şedere, permise de lucru, paşapoarte de călătorie, etc. etc.. Imprejurările au fost diferite şi, unii dintre noi, au trebuit să devină în exil cetăţeni ai ţărilor care ne adăposteau. Am muncit şi ne-am creat o existenţă cinstită, ceeace nu ne-a împiedecat şi nu ne împiedecă ca, din prima clipă de când suntem în exil şi până azi, să ne fi făcut şi să ne facem datoria de Români.

Dl Dr. EMIL GHILEZAN este unul dintre Preşedinţii de Organizaţie Judeţeană a P.N.T., fost sub-secretar de Stat, fost deputat ales în alegerile din 1946 - când dnii POPA, BIANU şi VISOIANU erau la adăpost în exil, - fost şeful dlui POPA când d-sa era directorul ziarului "CURIERUL" la Bucureşti. In exil, din 1948, dl Dr. EMIL GHILEZAN n'a încetat să ducă lupta pentru eliberarea Tării. Astfel a

fost primul Secretar General al C.N.R., post pe care l-a abandonat ca protest faţă de abuzurile dlui VISOIANU şi servilitatea dlui POPA. Ieşit din C.N.R., dl Dr. EMIL GHILEZAN n'a încetat să-şi facă datoria de bun Român, muncind pentru existenţa proprie şi sacrificând pentru lupta românească.

Ca azi dl. AUGUSTIN POPA, sau oricare, să nege dlui Dr EMIL GHILEZAN calitatea de cetăţean român, drepturile sale în P.N.T. sau în sânul organizaţiilor reprezentative ale poporului român liber, este o probă de totală inconştienţă sau de lipsă elementară de bun simţ.

Dar nu numai atât. Teoria dlui Prof. POPA nu ţine în picioare nici măcar strict juridic, şi aceasta cu atât mai mult în amalgamul de ficţiuni în care se complac dnii POPA şi VISOIANU. Intr'adevăr, nicăieri în Constituţia sau Legile noastre n'a fost prevăzută astfel de situaţie. Iar, dacă privim în jurul nostru, nu găsim decât nenumărate exemple cari nu fac decât să dărâme măreaţa teorie a dlui POPA. Voiu lua doar exemplul dlui WILLY BRANT care şi el, în exil, a luat o cetăţenie străină (norvegiană). Aceasta însă nu l-a făcut pe nimeni - afară poate de ADOLF HITLER - să-i nege calitatea de German sau dreptul de a lupta pentru drepturile poporului său, sau a face parte din conducerea organizaţiilor libere germane. Si cetăţenia norvegiană a dlui BRANT nici nu l-a împiedecat pe acesta să devină Primarul Oraşului Berlin sau conducător al partidului socialist german, cu adevărat una din personalităţile de primă vază ale Lumii libere. ! Aşa dar :

HOTARIREA C.C.E. al P.N.T. dela 2 April 1965 a fost luată cu majoritatea statutară cerută, conform aplicării stricte a Regulamentului de Funcţionare a P.N.T. în Exil, şi deci este perfect valabilă şi în vigoare !

Si acum, să revenim la dl CONST; VISOIANU .

Dl Const. VISOIANU este un vechi "client" al exilului nostru. De peste 15 ani, d-sa se menţine cocoţat în fruntea C.N.R. şi, după toate aparenţele şi în ciuda tuturora - d-sa are intenţia de a rămâne. Ac-asta i-a fost legalmente posibil cât putea susţine şi dovedi - sub o formă sau alta - atât M. Sale Regelui cât şi opiniei publice româneşti, precum şi anumitor prieteni streini interesaţi, că se bucura de suportul P.N.T. Acest suport al P.N.T. i-a fost asigurat, în toţi aceşti ani, de către dnii : Prof. AUGUSTIN POPA, Prof. V. VENIAMIN, CORNEL BIANU, etc. Dl. VISOIANU, pentru a fi sigur de suportul P.N.T. şi de a-l putea dovedi, a recurs la o manevră extrem de simplă, dar tot atât de eficace. Astfel - cu complicitatea acestor domni- i-a"cooptat" în C.N.R. Nu numai atât, dar dl VISOIANU s'a îngrijit în continuu ca majoritatea membrilor C.C.E. al P.N.T. să fie în acelaş timp, şi membrii ai C.N.R. sau dependenţi materialmente de d-sa. A trebuit ca ROMULUS BOILA şi dl ANTON CRIHAN să nu mai poată suporta abuzurile dlui VISOIANU, şi ca MIHAIL RAUTU şi SABIN MANUILA să moară, pentru ca această vicleană ordine a dlui VISOIANU să se cutremure. A trebuit de asemeni patriotismul lui Romulus BOILA şi al dlui ANTON CRIHAN pentruca acţiunea împotriva dictaturii şi manevrelor dlui VISOIANU să fie pornită şi reuşită. Iată cum, la 2 April 1965, după ani de zile s'a putut ajunge, în fine, ca majoritatea C.C.E. a P.N.T. să fie întrunită şi să retragă reprezentanţii P.N.T. din C.N.R.... Desigur acest lucru nu convine de loc dlui VISOIANU şi nici dlor AUGUSTIN POPA, ALEX. BUNESCU, CORNEL BIANU sau Prof. VENIAMIN şi, cu toţii, sub toate formele, încearcă orice pentru a bagateliza Hotărîrea C.C.E. al P.N.T. dela 2 April 1965 sau pentru a-i nega valabilitatea. Cum se vede, aceşti domni, în frunte cu dl VISOIANU, nu economisesc nici un efort şi nici o metodă sau argument, pentru a-şi ajunge scopul. Atitudini şi cuvinte pompoase ca de exemplu "interes superior de Stat", etc. etc; sunt întrebuinţate sub toate formele şi la toate ocaziile. Prin aceste manevre - de acum bine cunoscute întregului exil românesc - aceşti domni cred că vor reuşi să rămână în C.N.R. şi că micile lor existenţe, asigurate de micile subvenţii, vor avea astfel să mai continue încă şi în viitor.

Iată însă că, de data asta, o Hotărîre a C.C.E. al P.N.T. a retras mandatele P.N.T. din C.N.R. şi că dnii AUGUSTIN POPA, AL. BUNESCU, CORNEL BIANU şi V. VENIAMIN nu mai sunt îndrituiţi de a face parte din C.N.R. ca reprezentanţi ai P.N.T., iar dl VISOIANU se găseşte, deodată, fără suportul P.N.T. !

Arbitrul constituţional, M. Sa Regele MIHAI, are în fine ocazia de a-şi face datoria.

In situaţia prezentă, dnii C. VISOIANU, A. POPA, BUNESCU, BIANU şi VENIAMIN se cramponează şi comit zi după zi acte ilegale şi toate acestea acoperiţi fiind de tăcerea Suveranului.

Este cazul deci să ne adresăm direct M. Sale Regelui MIHAI I şi, pentru a nu fi niciun dubiu, o facem astăzi prin aceasta public, întrebând :

- MAJESTATE !... eşti sau nu eşti Regele nostru ?... Dacă Majestatea Ta eşti Regele nostru - şi vrei ca noi Românii de pretutindeni să Te considerăm ca atare - apoi, SIRE ai o datorie de făcut. Ai datoria de a cere dlui C. VISOIANU demisiunea sa şi ai datoria de a cerceta şi repune în ordine treburile Comitetului Naţional Român!... Majestatea Ta trebuie să fie obiectiv şi prezent. Dacă nu vrei s'o fi, apoi spune-ne-o !...

*

Pentru a încheia, trebuie să răspundem dlor VISOIANU, POPA, BIANU, VENIAMIN & Co la încă un lucru :

Dnii C. VISOIANU şi AUGUSTIN POPA, în cursul expunerilor d-lor de "politică externă" sau "principii ale acţiunii naţionale" ne califică pe noi - cei cari nu suntem pe statele lor de plată - drept nişte "rătăciţi" cari "suntem induşi în eroare de atitudinea din ultima vreme a unor guverne apusene", şi cari "suntem pregătiţi să intrăm într'un dialog, o cooperare, cu regimul care a fost impus ţării noastre"; suntem descrişi a fi drept nişte "nemulţumiţi" care "cerem reexaminarea liniei politice a exilului românesc în lumina noilor realităţi", acţiun care înseamnă a "alerga după succesee efemere şi înşelătoare". In cursul disertaţiilor lor, dnii POPA şi VISOIANU nu se pot împiedeca să "pipereze" asertaţiile pompoase ce fac, cu mici concluzii ca de ex. : "asta le-ar conveni comuniştilor", ş.a.m.d. pentru a lăsa impresia că, d-lor sunt adevăraţii buni Români cari apără drepturile inalienabile ale poporului nostru, pe când noi suntem nişte bieţi "rătăciţi" cari nu ne dăm seama de cele ce se întâmplă!...

Aceste vorbe nu sunt decât o altă formă a manevrele dlo C. VISIANU şi a asociaţilor d-lui. Aceştia îşi închipuie că, luându-şi acest aer de pios patriotism şi întrebuinţând cuvinte goale şi măreţe, schimbă realităţile.

Dacă ne-am ridicat împotriva dlui VISOIANU şi a asociaţilor d-sale, n'a fost ca să câştigăm ceva. Dimpotrivă, pe nici unul dintre prietenii mei sau pe mine nu ne plăteşte nimeni şi activitatea noastră românească în loc de a fi subvenţionată, ne costă pe noi şi familiile noastre zi de zi, ceas de ceas. Nici unul dintre noi nu-l vrea înlăturat pe dl VISOIANU sau pe vre-unul din asociaţii d-lui pentru a se instaura în loc. Nici unul dintre noi n'avem nevoie de aceasta, fiecare avându-ne existenţa de toate zilele bine orânduită, fără subvenţii pentru activitatea noastră românească. Dacă ne-am ridicat împotriva dlui VISOIANU şi a micului grup care-l înconjoară, este pentrucă socotim că nu-i suficient ca să se facă la fiecare 10 Mai o declaraţie patriotică sau ca, în cadrul cooperativei dec comitete naţionale ce este ACEN-ul, din an în paşte, să se facă alte cuvântări inimoase, pentruca apoi să nu se facă nimic sub pretextul că "nu se poate face nimic cancelariile occidentale arătându-se foarte satisfăcute de faptul că R.P.R. s'ar fi 'liberalizat'", sau că "vina o poartă acele autorităţi internaţionale cari nu au ştiut să facă să fie respectate în fapt principiile pe cari le proclamă în teorie"....

Socotim că este suficient ca C.N.R. să se rezume la a "dojeni" pe aceşti prieteni occidentali când se iveşte ocazia, şi nici a spera că va veni o zi când, datorită acestei "activităţi", Guvernul dela Bucureşti - impresionat şi înfricoşat - îşi va recunoaşte crimele şi, dându-se la o parte î, mod graţios, va invita pe dl. VISOIANU, POPA & Co să reia cârmele Tării.

Să fim însă serioşi !

Dacă, într'adevăr, aşa zisul "liberalism" al guvernului R.P.R. nu înseamnă că Poporul Român se bucură de Drepturile Omului sau de Drepturile Politice - nici chiar după noua aşa zisă "Constituţie" - şi dacă schimbările din Tară sunt de ordin minor, trebuie, totuşi, acceptat că au avut şi au loc schimbări.

Aceste schimbări trebuie exploatate. Ele sunt exploatate de prietenii occidentali, cari sunt la curent cu cele ce se petrec în Tară, şi trebuesc să fie exploatate de noi, cari iar suntem la curent cu cele ce se petrec în Tară. Cel care afirmă că vreunul dintre noi am fi pregătiţi să ţinem un"dialog" sau să cooperăm cu Comuniştii dela Bucureşti, nu ştie ce spune şi, dacă o spune, este pentru că este de rea credinţă. Pentru nici unul dintre noi, cei cari stăm în spatele Hotărîrii C.C.E. al P.N.T. dela 2 April 1965, lupta nu se va sfârşi până ce Drepturile Omului şi Drepturile Politice nu vor fi reasigurate Poporului nostru. Noi însă - spre deosebire de dl VISOIANU, POPA & Co.- credem că vorbele nu's sudiciente şi că trebuie să organizăm şi să punem efortul nostru alături de cel al Occidentului pentru a creia, în timp, schimbarea care să asigure Poporului nostru Drepturile Omului şi Drepturile Politice într'un Stat într'adevăr suveran.

George V. SERDICI

Londra 14 Iulie 1965.

=-=-=-=-=-=

. . . . . .

VOULEZ-VOUS LA PREUVE DE CE QUE L'ON MANGE DIFFICILEMENT A SA FAIM EN U.R.S.S. ?

Il faut lire le numéro sortant de presse de la "DOCUMENTATION SUR LE COMMUNISME" publiée par le CILACC. Cet organisme, rappelons-le, fournit périodiquement le moyen de pilvériser la propagande subversive du COMMUNISME, en diffusant toute la vérité sur les réalités de la vie courante en U.R.S.S..

Sous le titre "Coup d'oeil dans l'assiette du citoyen soviétique", vous y trouverez les preuves indiscutables qu'à l'époque des fusées interplanétaires, le problème élémentaire du RAVITAILLEMENT reste là-bas au stade de celui que nous avons connu, de sinistre mémoire, pendant la dernière guerre !

Voilà où mène le communisme appliqué ! Ceci n'est d'ailleurs pas la seule tare du regime...On vous parle également dans ce numéro de la criminalité juvénile en URSS, de même que des débordements sexuels qu'entraîne, sous ce régime, le non-épanouissement de la nature humaine. Vous y lirez aussi ce que pensent les jeunes Africains étudiant en Union Soviétique.

Procurez-vous cette précieuse documentation en versant VINGT frs au C.C.P. du CILACC, 68 Square Marie-Louise, BRUXELLES 4 - N° 971.74. Mention : Documentation n° 5-6/415-416

. . . . . .

DUPĂ CEL DE AL IX-lea CONGRES AL PARTIDULUI COMUNIST ROMÂN

de Alexandru TARNOPOL

Cum Partidul Muncitoresc român, născut, după cum se ştie, în 1948, din fuziunea Partidului Comunist cu Partidul Social-Democrat, a decis să-şi reia denumirea originară, Congresul acestuia, deschis la Bucureşti în dimineaţa zilei de 19 iulie, nu mai este socotit ca fiind cel de al IV-lea Congres al Partidului Muncitoresc Român, ci - lucru de o importanţă excepţională în dialectica şi para-liturghiile marxismului contimporan - al IX-lea Congres al "Partidului Comunist Român". Această schimbare la faţă a regimului instaurat în România, prin actul trădării totale de la 23 august 1944, se datoreşte noului Prim Secretar de Partid, Nicolae Ceauşescu care, în acelaş timp şi după propria sa cerinţă, devine Secretar General al Partidului Comunist Român.

Dat fiind că teza istorică fundamentală a grupului naţional-comunist care se găseşte astăzi la putere sub conducerea lui Nicolae Ceauşescu, pretinde a afirma că atât lovitura dela 23 august cât şi instaurarea, în România, a regimului actual, ar fi rezultatul, nu al ocupării teritoriului naţional de către forţele armate sovietice ci, exclusiv, al luptei armate pe care, sub conducerea Partidului Comunist Român, naţiunea întreagă s'ar fi ridicat ca să o poarte în vederea eliberării, pe de o parte, de sub jugul hitlerismului agonizant, şi, pe de altă parte, din cătuşele dictaturii interioare a oligarhiilor burghezo-moşiereşti, este evident că preschimbarea de nume, care face din România o Republică Socialistă şi din Partidul Muncitoresc, în mod direct, "Partidul Comunist Român", încearcă să stabilească, să semnifice şi să proiecteze ideologic dialectica revoluţionară a unui naţional-comunism român.

Partidul Comunist Român dirijând, în cadrul constituţional al Republicii Socialiste România, "totalitatea activităţilor şi organismelor de Stat", se plasează el însuşi, şi aduce România, ca Stat, pe un picior de egalitate cu Partidul Comunist şi cu Uniunea Sovietică şi pretinde, astfel, la un loc de cârmuire şi de avant-gardă înlăuntrul câmpului socialist, devansând, din punct de vedere revoluţionar, atât Ungaria şi Bulgaria cât şi Polonia.

In ultimă instanţă, cel de al IX-lea Congres al Partidului Comunist Român nu a făcut decât să stabilizeze doctrinal situaţia deja configurată, înlăuntrul lagărului socialist mondial, de către ruptura intervenită între Moscova şi Peking şi de concluziile ideologico-politice pe care elementele naţionaliste din Comitetul Central al Partidului, oblăduite, mai întâiu, de Gheorghiu Dej şi, apoi, concentrându-se în jurul lui Nicolae Ceauşescu, au înţeles că sosise momentul să şi le însuşească deschis şi să le exploateze strategic, plecând de la situaţia de fapt provocată de această ruptură.

La ora actuală şi considerând ansamblul situaţiei create, în sânul câmpului socialist mondial, de către cel de al IX-lea Congres al Partidului Comunist Român, se poate, în mod cert, afirma că obiectivul major al acestuia din urmă a fost acela de a stabili, irevocabil, o nouă stare de fapt, atât pe planul ideologic cât şi pe planul direct politic al realităţii actuale a comunismului mondial, stare de fapt care împarte, de aici înainte, lagărul socialist în trei mari direcţiuni de marş, divergente, dacă nu deja, antagoniste :

- De o parte, Uniunea Sovietică şi partidele Comuniste din Europa de Vest unde se poate, de asemenea, observa că, dacă Partidul Comunist Francez în structura sa actuală, se găseşte la avant-garda grupului occidental pro-sovietic, Partidul comunist italian ar tinde mai mult să urmeze "linia Bucureştiului", dacă n'ar fi decât pentru simplul fapt că aceasta nu este, în realitate, decât fructul adaptării la conjonctura post-staliniană a Sud-Estului european, a tezelor fundamentale definite de Togliatti şi apărate astăzi de majoritatea Comitetului Central al Partidului Comunist italian ;

- Faţă de grupul diriguit de U.R.S.S. se ridică cel al cărui epicentru politico-ideologic se găseşte la Peking, împreunând partidele comuniste afro-asiatice, precum şi cea mai mare parte a tendinţelor revoluţionare şi anti-occidentale actualmente în acţiune înlăuntrul acestei lumi intermediare pe care Toynbee o numeşte "lumea proletariatului exterior" al Occidentului (şi cărui grup i se poate adăuga fracţiunile pro-chineze ale partidelor comuniste occidentale şi sud-americane, precum şi, bine înţeles, regimul la putere în Albania).

- In sfârşit, la egală distanţă de Moscova şi de Peking, cel de al IX-lea Congres al Partidului Comunist român vine să definească, de o manieră extrem de clară, precisă şi, în acelaş timp, deja irevocabilă, "drumul românesc al socialismului", doctrina politică a unui naţional-comunism european ale cărui teze de acţiune şi a cărui viziune ideologică pretind, evident, la o mobilizare politică generală a Estului european, în jurul noului centru de graviţiune de la Bucureşti. Sprijinindu-se pe Iugoslavia şi contând pe acoperirea ideologică a fracţiunii majoritare a Comitetului Central al Partidului Comunist Italian, Nicolaie Ceauşescu şi grupul său vor încerca acum să-şi apropie şi, în măsura posibilului, să ajungă la o structură de integrare economică şi politică a Ungariei, a Bulgariei şi a Poloniei.

*

Axele politice ale naţional-comunismului românesc în Europa occidentală se îndreaptă, pe de o parte, spre Bonn şi, pe de altă parte, spre Paris.

Condiţia fundamentală a reuşitei acestui plan fiind, în faza decizivă a instalării şi consolidării sale, de ordin economic, guvernul dela Bucureşti se găseşte în obligaţia irecuzabilă de a putea stabili de urgenţă o platformă de sprijin economic la Bonn, de unde şi reticenţele Cehoslovaciei, din ce în ce mai pronunţate, faţă de experienţa în curs a "drumului românesc al socialismului", precum şi extrema atenţiune de care această experienţă se bucură în Germania de Est.

Intr'adevăr, Praga - şi, într'o anumită măsură, Varşovia de asemeni - se tem de consecinţele apropierii Bucureşti-Bonn şi de răsturnarea actualului echilibru în Estul european, bazat pe indiguirea intereselor germane, spunându-şi - şi pe bună dreptate - că, dacă astfel stau lucrurile, mai de vreme sau mai târziu, sub o formă sau alta, Bucureştiul va trebui să plătească la Bonn contra-partea sprijinului economic german şi că această contra-parte nu poate să privească decât reunificarea Germaniei şi, subînţeles, revendicările privind teritoriile germane din Est. In acelaş timp însă, Germania de Est vede, în breşa făcută de către regimul de la Bucureşti în linia de fier a doctrinei Hallstein - stabilirea relaţiunilor diplomatice între Bucureşti şi Bonn este, practic, un fapt împlinit - o ieşire majoră, baza cea mai actual realistă a oricărei încercări de a purcede la reunificarea Germaniei.

De unde şi, în primul rând, recentele luări de poziţie ale guvernului de la Bucureşti în legătură cu problema celor două Germanii, iar în al doilea rând, mai mult decât neaşteptatele declaraţii ale lui Walter Ulbricht care, la Bucureşti, cu prilejul Congresului, a luat poziţie, în mod constructiv, fără reticenţe, pentru apropierea între Bucureşti şi Bonn. In ce priveşte reunificarea Germaniei, Pa-

tisul şi Bucureştiul văzând - sau cel puţin crezând că este important, pentru interesele lor, să o afirme făţiş - că această problemă priveşte "cele două Germanii ele însile, mai înainte de orice, precum şi Europa, în totalitatea ei, din care Germania face parte integrantă", nu este de loc greu de înţeles raţiunile pentru care tezele europene ale Generalului de Gaulle sunt considerate cu o egală atenţiune la Bonn ca şi la Bucureşti. Astăzi ca şi ieri, posibilitatea unei mari politici franceze în Sud-Estul Europei implică, fundamental, existenţa unei Europe Centrale deschisă în mod total unei idei europene de permanentă auto-depăşire, de permanentă expansiune imperială în spaţiu şi în spirit.

In ultimă analiză, pariul gaullist îşi propune să depăşească ideologia prin geopolitică şi dialectica prin destin ; or destinul însuşi al acestui pariu va fi decis de răspunsul Bucureştiului. Acest lucru, Generalul de Gaulle îl ştie încă din 1936.

*

Presupumând că blocul naţional-comunist al Sud-Estului european, în concepţia lui românească, va izbuti să se afirme în mod eficace în jurul axei Bucureşti Belgrad şi, sprijinindu-se economic pe Germania şi ideologic pe Partidul Comunist Italian, să concentreze politic în jurul său majoritatea Estului european, posibilitatea unei răsturnări totale a echilibrului de forţe în Europa ar deveni, astfel, imediat operaţională şi aceasta, evident, în defavoarea Uniunii Sovietice şi în favoarea tezelor axiale ale doctrinei europene gaulliste.

Blocul naţional-comunist al Sud-Estului Europei şi, ulterior, totalitatea Europei de Est sprijinindu-se, după liniile inmutabile ale marei geopolitici, pe placa turnantă a unei Germanii reunificate sau reunificabile, devine astfel complementul politico-economic direct şi total al unei Europe occidentale reconstituite în jurul puterii franceze, Marea Europă astfel concepută având a se întoarce, după aceasta, de o parte spre Uniunea Sovietică şi, de altă parte, spre Statele-Unite şi lumea atlantică : unitatea unei civilizaţii se defineşte, atunci când problema acestei unităţi se pune în termeni de viaţă şi de moarte, adică la sfârşitul istoriei sale, nu prin falimentul imposibilităţii sale fundamentale de la urmă, ci prin fatalitatea însăşi a antagonismelor cari se ridică, din exterior, pentru a o distruge.

Astăzi dacă mai există o posibilitate de salvare a civilizaţiei occidentale, aceasta se pune ca problemă şi riscă să devină istorie numai în faţa abisului afro-asiatic.

In ultimă analiză, guvernul dela Bucureşti îşi fundează tactica şi strategia sa, în imediat, pe sprijinul Germaniei Federale şi, într'o perspectivă mai îndepărtată, pe concepţia gaullistă a Marei Europe, "de la Atlantic la Urali".

Astfel ne apare ca extrem de semnificativ faptul că, la Bucureşti, cu ocazia celui de al IX-lea Congres al Partidului Comunist Român, atunci când Jeannette Thorez-Vermeersch a vorbit în numele Partidului Comunist Francez, atacând în mod violent politica Generalului de Gaulle - "...ambiguitatea politicei gaulliste, a afirmat oratoarea, protejează monopolurile capitaliste şi exploatarea clasei muncitoreşti franceze. Dacă gaullismul se separă, actualmente, de interesele capitaliste ale Statelor-Unite, aceasta este numai în virtutea contradicţiilor interne ale câmpului imperialist, şi nu pentru raţiuni de ordin democratic : căci gaullismul nu este decât una dintre liniile defensive ale marelui capitalism..." - delegaţiile române şi iugoslave, precum şi toţi asistenţii români din sală, într'o tăcere totală, s'au abţinut să aplaude, ostentativ. Or, atunci când Jeanette Thorez-Vermeersch a vorbit în numele Franţei, ca dela naţiune la naţiune, ea a fost îndelung ovaţionată, aplaudată în picioare de totalitatea delegaţilor Partidului Comunist Român la acest Congres : niciunul dintre delegaţii streini n'au avut parte de ovaţiunile primite de reprezentanta franceză, la fel de nutrite şi îndelungate ca cele ce au salutat pe Nicolaie Ceauşescu.

In şedinţa din 22 Iulie, Aidit, şeful Partidului Comunist al Indoneziei - şi, după părerea noastră, este vorba aici de unul dintre momentele decizive ale acestui Congres - a încercat, îndelung, să ralieze unanimitatea Congresului la tezele preşedintelui indonezian Suekarno, privind necesitatea şi urgenţa convocării unei "Conferinţe Internaţionale a Noilor Forţe în Marş" sau, urmând onomastica însăşi a Partidului Comunist indonezian, "CONEFO" (Conférence des Nouvelles Forces Montantes)

"Departe de a se găsi în contradicţie cu punctul de vedere leninist asupra acestei chestiuni, ideea convocării unei "CONEFO" a declarat Aidit, se identifică total cu doctrina marxist leninistă a Revoluţiei Mondiale. In 1922, când nu există decât un singur Stat socialist în lume - Uniunea Sovietică - şi când Soc. Naţiunilor nu era decât un instrument al imperialismului mondial, Lenin înţelegea perfect ideea, susţinută de tov. Cicerin, a necesităţii de a convoca un "Congres Mondial" destinat să răstoarne configuraţia relaţiunilor internaţionale şi să împiedice ca acestea să continuie a fi instrumentul exclusiv al imperialismului capitalist. Acest "Congres Mondial întrevăzut de Cicerin ar fi trebuit să reunească nu numai reprezentaţiile Statelor deja constituite ca atare, ci şi acelea - şi mai ales - ale popoarelor de regim colonial, alături de reprezentanţii organizaţiilor muncitoreşti revoluţionare. "Conferinţa Internaţională a Noilor Forţe în Marş" - a conchis Aidit, este identică, în esenţa sa, cu ideea acestui "Congres Mondial" prevăzut de Lenin".

Or, după mărturia scrisă a trimisului special al ziarului francez "Le Monde" la Bucureşti, cu prilejul acestui al IX-lea Congres al Partidului Comunist Român, Philippe Ben, răspunsul guvernului dela Bucureşti la propunerile internaţionalei anti-occidentale a fost următorul : "România este alături de Org. Naţiunilor Unite şi nu de "Conferinţa Internaţională a Noilor Forţe în Marş".

Căci acesta pare a fi paradoxul fundamental al celui de al IX-lea Congres al Partidului Comunist Român : China, deşi perfect conştientă de escalada dialectică a poziţiilor adoptate de Bucureşti, cari, în ultimă analiză, vizează, subteran, la o reconsiderare generală şi definitivă a situaţiei actuale a Revoluţiei Mondiale, în funcţie de comandamentele politico-strategice ale lumii occidentale faţă de fatalitatea istorică a tăvălugului afro-asiatic, susţine tezele naţional-comunismului românesc pentru raţiuni de tactică anti-sovietică, în timp ce Ungaria - la mai puţin de 10 ani dela revoluţia din Oct. 1956 - şi Polonia - în momentul când naţional comunismul polonez, reprezentat de grupul anti-sovietic al "partizanilor" avansează spre puterea totală, prin generalii Moczar şi Pietrzak - se găsesc în obligaţia de a contrazice poziţiile Partidului Comunist Român şi de a lua partea Uniunii Sovietice.

"Cine - se întreabă Philippe Ben - ar fi putut să prevadă, în 1956, de pildă, că reprezentanţii Poloniei şi Ungariei vor ajunge într'o zi să dea României lecţii de fidelitate şi de credinţă faţă de Uniunea Sovietică, şi că acestea să nu mai aibă nici cea mai mică şansă de a fi ascultate ?"

Aceasta ar fi, aşa dar, în esenţa ei şi din însuşi punctul de vedere al celor cari se găsesc astăzi în situaţia de a-i asuma responsabilitatea, linia cea nouă a Partidului Comunist Român şi a guvernului de la Bucureşti. Partida angajată astfel de Nicolaie Ceauşescu şi de membrii Comitetului Central al Part. Com. Rom. cari îl urmează pe această cale, este, evident, imensă, atât ca proiect final cât şi ca antreprisă politică.

In afară, însă, de bătălia dialectic deja angajată de Part. Com. Român pe planul politic, economic şi ideologic al unei schimbări la faţă româneşti a conjuncturei revoluţionare mondiale şi a raporturilor de destin între Europa de Est şi cea de Vest, această partidă pretinde, în mod absolut, o integrare necondiţionată şi totalmente revoluţionară a naţiunii române în întregimea ei alături de acest Partid de care, însă, naţiunea română se găseşte separată de prăpastia de netrecut a anilor de tenebre, coşmar şi de crimă dintre 1944 şi 1964.

Intre Part. Com. Român şi viziunea sa naţional-revoluţionară de astăzi, veghează, halucinantă, tragedia irevocabilului, cadavrul mutilat al unui neam şi catastrofa unei istorii naţionale redusă la statutul de sub-istorie şi de negru pustiu.

Alexandu TARNOPOL

COMITETE NAȚIONALE
ȘI
PRECESE VERBALE

de I. G. MUGUR

Răsfoind catalogul arhivei de presă de la British Muzeum, am descoperit o micuță revistă tipărită la Paris în 1918 și intitulată : "LA TRANSYLVANIE", Organe du Comité National des Roumains de Transylvanie, du Banat et de Bucovi ne".

Din cele citite în această revistă am aflat, - pentru prima oară, - că la acea epocă exista în străinătate și o altă organizație politică românească în afară de aceea condusă de răposatul Take Ionescu !

In contrast însă cu actuala situație, în "exilul"nostru așa zis politic, "Comitetele Naționale" de la Paris, în 1918, nu erau organizații pèlitice rivale și nici nu se acuzau reciproc, înjurându-se ca o șatră țigănească, de hoții de "fonduri" sau de reprezentări fictive.

Motivul existenței lor era scuzat de situația creată, juridic și de facto, în urma "păcei separate" care, legal, îl handicapa pe Take Ionescu să reprezinte în străinătate și pe frații noștri de peste Carpați.

Si atunci, ca și acum, asemenea organizații politice dispuneau de diferite "FONDURI" și primeau diferite subvenții cari le asigura funcționarea în sensul scopului patriotic urmărit în comun. In această privință, un proces verbal în care se înregistrează cele discutate în ședința din ziua de 3 August 1918, ne dă lecții de onestitate și patriotism asupra felului cum trebuiesc să fie administrate asemenea "fonduri" și "subvenții" :

- Dl Drăghicescu anunță că a primit, prin intermediul Dlui FRANKLIN-BUILLON, din partea guvernului francez, o sumă de 20.000 fr. și precizează că această donație nu a fost solicitată.

- Dl. Comșa cere să se stabilească anumite reguli pentru întrebuințarea unor asemenea fonduri și propune ca ele să fie în mod automat vărsate casieriei comitetului. De asemenea, dl Comșa stipulează că : "oricare cheltuieli să fie ordonanțate de către Președintele și Secretarul General și verificate de o comisiune de conturi compusă din dnii Vuia, Pangrati și Mironescu.

Adunarea aprobă în întregime, cu vot unanim, toate cele propuse de dl Comșa.

După aproape o jumătate de secol, generația actuală poate citi cu admirație și profund respect cele înregistrate de acest proces-verbal, la Paris, în 1918.

Ne întrebăm cu cât sentiment de scârbă și nemărginit dispreț vor citi generațiile viitoare PROCESUL-VERBAL în care au fost înregistrate, în ședința Curții de Apel din Berna, în Mai 1950, detaliile "fondului" administrat de dl C. Vișoianu.

Nu cred că mai este nevoie să ne întrebăm cine verifică întrebuințarea "subvențiilor" primite de "C.N.R."ul dlui Vișoianu, din partea guvernului american prin intermediul lui "Free-Europe".

I.G.M.

DE-AR FI ADEVĂRAT

O agenţie de presă din Viena a publicat o informaţie după care guvernul comunist de la Bucureşti ar fi dispus să revadă situaţia Bisericii catolice din România şi să studieze, împreună cu Sfântul Scaun, un plan pentru îmbunătăţirea raporturilor dintre autoritatea de Stat din R.P.R. şi Vatican. Iniţiativa aceasta - preciza informaţia citată - ar fi însă condiţionată de"buna voinţă" a Vaticanului, care ar trebui să facă "primul pas, cerând această întâlnire bilaterală".....

Dacă între Sf. Scaun şi guvernul din Bucureşti s'ar ajunge la tratativele anunţate de ştirea citată, tratativele acestea vor trebui să contemple şi să caute o soluţie şi pentru problema Bisericii Unite suprimate, problemă încă vie, încă actuală ; mai actuală ca oricând,astăzi, când Rusia încurajează şi (deocamdată în umbră) susţine revendicările maghiare în Transilvania. Dacă între Vatican şi Republica Populară Română se vor avea tratative pentru îmbunătăţirea raporturilor lor, tratativele acestea nu vor putea să nu includă şi revizuirea acelei grosolane, criminale erori comise în epoca stalineană de conducătorii comunişti români, care a fost lichidarea unei Biserici ce reprezintă însuşi sufletul şi conştiinţa naţională a Ardealului românesc şi latin.

O Biserică nu e o administraţie oarecare, care poate fi dilatată sau restrânsă şi chiar suprimată după plăcere. Puşi în ilegalitate şi aruncaţi în închisori preoţii uniţi şi episcopii lor, marea majoritate a credincioşilor s'au adresat preoţilor catolici de rit latin, aproape toţi unguri, pentru a putea continua practicele religioase ale credinţei lor ; dar nu sunt rare cazurile în care drama acestor credincioşi fără Biserică a devenit, în mâna preoţilor unguri, un instrument de luptă cu totul de altă natură decât cea religioasă.

Asimilarea forţată a credincioşilor uniţi din Transilvania la Biserica ortodoxă a creiat apoi un precedent cât se poate de primejdios, favorabil maşinaţiilor minorităţii maghiare din Ardeal. Prin înaltul cler din Ungaria, a cărui voce (spre deosebire de aceea a unicului episcop român încă în viaţă, P.S.S. Hossu, constrâns să tacă în sihăstria sa de la Căldăruşani) este ascultată la Roma, această minoritate, în prevalenţă catolică, agită acum problema realipirii Transilvaniei la Ungaria, prospectând, în sprijinul tezei lor, că mai curând sau mai târziu minoritatea maghiară catolică de rit latin din Ardeal va fi la rândul ei înglobată cu forţa în ortodoxie, întocmai ca uniţii români.

Problema Transilvaniei e astăzi una din marile preocupări ale guvernului dela Bucureşti. Dar să nu se uite că problema politică a Transilvaniei e şi problema religioasă, e în primul rând problema religioasă a acestui ţinut. Unirea cu Roma a avut pentru Românii din Transilvania semnificaţia unei revoluţionare regăsiri a conştiinţei lor de popor şi a afirmării latinităţii lor. Sunt două realităţi care nu pot fi separate şi de faptul acesta responsabilii de suprimarea unei Biserici care reprezintă însuşi sufletul românesc şi latin al Ardealului, nu şi-au dat seama. Incep să-şi dea seama astăzi, sub presiunea unor evenimente care scoţând Tara de sub călcâiul muscălesc, o expun acum la primejdiile unui mişelesc şantaj politic.

Nu Vaticanul trebuie să facă"primul pas" pentru întoarcerea în legalitate a celor două Biserici catolice din România. Iniţiativa trebuie să pornească dela cei care s'au făcut răspunzători de o greşeală astăzi devenită o armă primejdioasă în mâinile duşmanilor, ale Ungurilor. Facă ei acest prim pas aducător de siguranţă, de echilibru, de legalitate. Facă-l pentru salvarea aceloraşi valori în numele cărora a fost proclamată schisma economică, care a restituit României o margine considerabilă de autonomie, în echilibrul economic al blocului sovietic, pe care n'o au nici una din celelalte State satelite. .....

"ACTIUNEA CATOLICA ROMANA" Director C. Drăgan

CEASUL AL DOISPREZECELEA

de : I.D.M.

In sbuciumatul nostru exil, ca şi în mai vechile timpuri de bejenie, Biserica ne-a fost, şi ar fi trebuit încă să ne fie, o vatră de lumină, de nădejdie şi de pace.

Din nefericire, în ce priveşte grupul Românilor refugiaţi dela Paris, nu aşa stau lucrurile.

Ba din contră. Rădăcina ascunsă a neînţelegerii, a gâlcevii permanente şi a nestinsei noastre amărăciuni se găseşte a fi prins cap viu tocmai la Biserica din Paris, unde slujeşte, înveşmântat de beznele nesupunerii la cateriseală, fostul preot Boldeanu.

"Curierul Românesc" în repetate rânduri, s'a făcut ecoul întrebărilor de tot felul şi al neliniştilor din ce în ce mai adânci de care se găsesc încercaţi, de la o vreme încoace, credincioşii români dela Paris, marturi zi de zi ai sacrilegiului bezmetic şi ai manevrelor mai mult decât suspecte - dezbinarea, urile secrete şi clevetirile subterane, diversiunea şi dezinformaţia la ordinea zilei - care toate îşi au originea, directă sau prefăcut indirectă, în umbra altarului pângărit de la rue Jean de Beauvais.

Or, toate acestea sunt, într'un anumit sens, lucruri normale, absolut normale. Căci, dacă nesupunerea la caterisirea pronunţată de către Mitropolitul Visarion Puiu asupra fiinţei preoţiei dlui Vasile Boldeanu este adevărată - şi această caterisire este,pentru noi, un articol de credinţă şi de indiscutat adevăr creştin - atuncia, simpla prezenţă a îndepărtatului de la altar la locul însuşi unde el nu mai are ce căuta, reprezintă, pentru el ca şi pentru noi, un păcat de moarte : starea de fapt prezentă constitue, aşa dar, prin ea însăşi, un focar de păcătoşenie mare, de întunecare a credinţei, de trădare a celor sfinte şi de provocaţiune satanică. Dacă simbolul lui Christos se împlineşte prin unirea păcii celei adevărate şi netrecătoare, simbolul Satanei nu poate fi decât acela prin care se împlineşte lucrarea desbinării făcătoare de amărăciune şi de ură.

Tot ce vine de la altarul pângărit al Bisericii din strada Jean de Beauvais şi cât aceasta stare de lucruri va mai dura, va purta, deci, fatal, semnul marei nenorociri,semnul mutilaţiunii harului preoţesc ce se îndărătniceşte a-şi căuta adăpost acolo de unde i s'a ridicat şi canonica isgonire, semnul minciunii dătătoare de moarte, al întunericului şi al urei nemărturisite.

Din punctul de vedere al adevărului credinţei noastre, aceasta este situaţia actuală a Bisericii româneşti de la Paris şi aceasta este şi raţiunea adâncă a nenorocirii noastre, secretul neputinţei noastre de a regăsi lumina şi pacea creştinătăţii noastre acolo unde ele îşi au locul lor de a fi şi sfânta lor aşezare nevăzută.

Cu fiecare zi ce trece, faptele ne dau, din nefericire, tot mai mult dreptate.

La timpul său, "Curierul Românesc" a protestat cu ultima violenţă, urmat fiind, întru aceasta, de cea mai mare parte a credincioşilor, împotriva hirotonisirii dlui C.V. Gheorghiu, protejatul - în sensul cel mai dubios al cuvântului, după cum s'a dovedit cu hotărîrea acestuia de a se întoarce în ţară, invitat de autorităţile comuniste de la Bucureşti - d-lui Vasile Boldeanu, hirotonisire de avant-gardă şi mult în spiritul vremei, dl Boldeanu slujind, în această împrejurare, alături de un bogat sobor de poliţai, etc. Probabil ca să ferească pe noul presupus hirotonisit de entuziasmul şi de vătămătura credincioşilor, ne-am zis noi, atuncia.

Or, astăzi, şi fără de nici o mirare, aflăm că dl Vasile Boldeanu se găseşte, ca să zicem aşa, la cuţite, cu dl C.V. Gheorghiu, de care la rândul său se leapădă şi S.S. Episcopul Dr. Teofil Ionescu. Toţi contra tuturora.

Sfânta Scriptură zice că"împărăţia Satanei este împărţită în contra ei însăşi". Lucru ce se vede clar la cazul în discuţie.

Cum dl Vasile Boldeanu, în nenorocirea lui, s'a rupt astfel până şi de col din urmă dintre cetaşii lui, şi cum starea canonică în care se află d-sa cere, fără de răgaz, ca ura de care se găseşte posedat să-şi caute zi şi noapte o victimă spre devorare - "Querens quem devoret..." , Petre, I, 5/8 -noi credem că se va îndrepta,în curând, în contra sa însuşi.

La această cotitură, noi îl aşteptăm cu toată mila noastră.

Mult a fost, puţin a rămas !

I.D.M.

IAR POLITICA LA MOSCOVA ....

Cazanul fierbe din nou la Moscova, unde Brejnev nu se va putea menţine. Kossyguine va rămâne la putere ca preşedinte al Consiliului. Se prea poate ca el să deţină o putere reală dar tot aşa de bine să nu fie decât un figurant.

Pentru moment, două grupuri se înfruntă pentru precădere.Mai întâi grupul tehnocraţilor cari vor să înlocuiască pe Brejnev prin Podgorny ca prim secretar al Comitetului central. Acest grup este strâns legat în jurul noului secretar al Comitetului central, Dimitri Feodorovici Ustinov, fostul şef al industriei armamentului, susţinut de foştii lui colaboratori, Constantin Rudniev (fost şef adjunct al industriei armamentului şi actualul vice-preşedinte al Consiliului de Miniştri), Leonid Smirnov (fost şef al Comitetului construcţiei aeronauticei şi acum vice-preşedinte al Consiliului) ; VladimirNovikov (fost şef al planificării de stat, dat afară de H ruşciov iar acum vice-preşedinţe al Consiliului şi şef al Consiliului Superior al Economiei naţionale). Prin intermediul lui Ustinov, acest grup are legături strânse cu unii mareşali din URSS, anume mareşalul Aerului Sudieţ, mareşalul Nicolae Voronov, directorul artileriei sovietice, şi mareşalul Matviev Zakharov, şef al statului-major general, toţi militari ţinuţi în umbră în ultimii ani ai erei hruşceviste. Aceştia au de gând să facă unele reforme liberale în domeniul agriculturii şi al economiei, împreună cu Kossyguine ca preşedinte de consiliu exercitând o putere efectivă. In această împrejurare, partidul comunist n'ar juca rolul principal,care ar fi asumat de tehnocraţi (economişti şi tehnicieni).

Celălalt grup vrea să menţină supremaţia poliţiei politice, sub obladuirea unei supremaţii a partidului comunist din URSS. Adevăratul său şef este Alexandru Chelepine, care ar înlocui pe Brejnev. Acest grup este susţinut de noile echipe ale poliţiei politice, dirijată de şeful KGB-ului (Securitatea de Stat) Vladimir Semiţşanski şi cei trei generali de poliţiei Ivaşutine, generalul-locotenent Zakharov (omonim fără rudenie al şefului de stat major. Zakharov însoţea pe Hruşciov în toate călătoriile sale), generalul Roman Rudienko (omonim fără rudenie al mareşalului aviator. Roman Rudienko este procuror general al URSS şi preşedinte al Tribunalului special care judecă cazurile de spionaj, contra-revoluţie, rezistenţă anti-comunistă şi orice alte activităţi subversive); generalul Vladimir Tikunov, ministrul apărării ordinei publice.

Acest grup este viguros susţinut de secretarul general al Tineretului comunist, S. Pavlov, şi de col mai tânăr membru al Praesidiumului Comitetului Cen-

tral, Dumitru Stepanovici Poliansky (48 de ani, singurul fără portofoliu ministerial). După ce ar elimina pe Brajnev, acest grup al lăsa pe Kossyguine în loc, fără putere efectivă, până ce, de voie de nevoie, ar lăsa locul lui Poliansky.

Mikoyan, preşedintele Sovietului suprem, adică şeful Statului, ar reprezenta cantitate neglijabilă pentru toată lumea şi ar rămâne în loc.

Primul grup are în urma lui numeroşi simpatizanţi. Cel de al doilea grup este compus din "apparatchiki" (funcţionari ai aparatului de Stat şi komsomoli). Ar lua puterea numai în urma unui putsch despre care se vorbeşte la Moscova ca de o posibilitate pentru sfârşitul lui Iulie. Primul grup are un program politic liberalizant. Al doilea, vrea puterea pentru putere. Orice pronostic, în ceeace-l priveşte, este prematur, dar el este capabil de orice în toate direcţiile (atât întărire a dictaturii cât şi liberalism demagogic).

***

In ultimele săptămâni, fortificaţiile Kremlinului nu lasă să treacă decât puţine informaţii. Pentru mulţi observatori ai politicei sovietice, această tăcere pare ameninţătoare.

*

Protestările şovăelnice şi puţin convingătoare ale Ruşilor împotriva acţiunilor americane în Vietnam, au scăzut considerabil deja prestigiul Rusiei în lumea asiatică. Nimeni nu posedă probe concrete, dar se pare că în Kremlin părerile sunt împărţite şi că poziţiile lui Brejnev şi Kossyguine nu mai sunt atât de solide. Mareşalii sunt aceia care în primul rând nu sunt dispuşi a accepta în mod pasiv o astfel de pierdere de prestigiu. Un articol apărut în ziarul militar "Krasnaia Svesda" (Steaua Roşie), în care vii critici sunte lansate la adresa Pekingului şi a Washingtonului, tind urechile. Jurnalul atrage atenţia asupra unei sub-estimări a forţei militare sovietice şi califică pe Americani, în ce priveşte evenimente din Vietnam, de "nebuni aroganţi", care-şi închipue a fi stăpânii lumii. Probabil pentru a respinge unele reproşuri făcute de Chinezi, ziarul continuă zicând că partidul comunist al Uniunii Sovietice nu răspândia iluzii şi nu hrănia poporul sovietic cu legende asupra slăbiciunii militare a agresorului.

In spatele acestei situaţii, se aude, pare-se, mîrîiala mareşalilor roşii, care sunt de părere că politica urmată de Brejnev şi Kossyguine nu este destul de dură, destul de realistă. Dar aşa cum s'a mai spus, sunt puţine dovezi despre o tensiune între dirigătorii politici şi militari ai Rusiei - vocea "Stelei Roşii" ar putea însă constitui o dovadă.

. . . . . .

LUCRARI DE LITERATURA UNIVERSALA. In 1965, la Editura pentru literatură universală din Bucureşti, se va tipări în prima ediţie o serie de lucrări valoroase, printre care epopeea "Lusiada" de Camoens, nemuritoarea poveste de dragoste "Tristan şi Isolda", celebrul roman "Don Quijotte" de Cervantes, tipărit pentru prima oară în România integral.

Colecţia "Clasicii literaturii universale" se va îmbogăţi şi cu alte titluri : "Schiţe şi povestiri" de O'Henry, o culegere de povestiri din creaţia prozatorului american Bret Harte, o antologie a nuvelei austriece din sec. al XIX-ea, romanele "Sfîrşitul burghezilor" de scriitorul belgian Camille Lemonnier, "Roderick Random" de Tobias Smolett, "Jude neînţelesul" de Thomas Hardy şi "Jurnalul" lui Samuel Pepys. In aceeaşi colecţie vor fi traduse din literatura franceză "Viaţa lui Henri Brulard" de Stendhal, "Nababul" de Alphonse Daudet şi ciclul "Istorie contemporană" de Anatole France. Literatura germană este prezentă cu o selecţie din opera lui Theodor Fontane, literatura polonă cu "Ţăranii" de W. Reymont, literatura italiană cu lucrările "Inchisorile mele" de Silvio Pellico şi "Viceregii" de Federico de Roberto, iar literatura chineză cu romanul "Ciudatele istorisiri ale lui Liao Ciai" de Pun Sun-lin.

. . . . . .

COMANDOURI DE MARINARI ŞI DE POLITIŞTI CAUTA LA PRINŢUL CAROL AL ROMANIEI, PE BANDITUL CAILOR FERATE EVADAT - DAR NU-L GASESC ...

Londra-Luni 12 Iulie de Alain MANEVY

Evadarea lui Ronald Biggs, locotenentul N° 2 al gang-ului din trenul poştal, va turmenta încă mult timp pe Sir Frank Soskice, ministrul de Interne al Majestăţii Sale. Azi dimineaţă e rândul prinţului Carol al României de a interveni în această afacere senzaţională.

Consilierul prinţului a cerut, în cursul nopţii, ministrului de Interne, să publice o declaraţie fără nici un echivoc, astfel încât să disocieze în mod categoric şi public numele său de afacerea furtului fabulos din trenul poştal Glascow-Londra.

Intr'adevăr, în intervalul de 24 de ore, vineri şi sâmbătă dimineaţa, poliţiştii englezi au perchiziţionat de două ori în două proprietăţi ale prinţului Carol al României.

Vineri, la Winterford House, un domeniu girat de o societate al cărui director este prinţul Carol, poliţia a montat o adevărată operaţie militară : 150 de oameni, 32 maşini radio, comandouri ale poliţiei armate şi echipate cu măşti contra gazelor, au năpustit înlăuntrul domeniului, încercuind imobilul. După trei ore de perchiziţii, au plecat fără nici un rezultat.

Sâmbătă, la Poole Harbour, locuinţa personală a prinţului, în regiunea Dorset, a fost şi mai bine : un helicopter din Royal Navy, comandouri ale marinei, vedete păzitoare de coaste au ajutat o sută de poliţişti să încercuiască castelul conţinând 60 de camere unde stră-strănepotul reginei Victoria îşi petrecea week-end-urile cu soţia. In ciuda protestărilor lui, perchiziţia a avut loc timp de două ore. Totul a fost cercetat cu deamănuntul. Nici în una nici în cealaltă locuinţă nu s'a găsit urme despre Biggs. Prinţul - în vârstă de 36 de ani - e furios.

Prinţul are interese la Soc. "Munro property investments Co" căreia s'a adresat pentru a cumpăra de curând domeniul din Winterfold unei persoane locuind în Irlanda. Dl. Bill Munro a făcut cunoscut ieri seară că societatea sa a fost altădată în relaţii de afaceri cu un procurator John Wheater. Or; acest John Wheater, 41 de ani, împlineşte actualmente o pedeapsă de trei ani închisoare pentru complicitate în furtul trenului poştal...

Probabil că urmărind această filieră, poliţia a hotărît aceste două perchiziţii.

. . . . . .

Ca urmare a tratativelor purtate la Bucureşti, întreprinderea de stat de comerţ exterior "Maşinimport" a convenit cu compania "Universal Oil Products" , una din cele mai importante firme furnizoare de procedee, instalaţii petroliere şi petrochimice din S.U.A., încheierea unui contract pentru livrarea unei instalaţii de cracare catalitică de mare capacitate.

Această instalaţie, care va funcţiona pe baza unui procedeu modern de fabricaţie înzestrată cu un înalt grad de automatizare, va prelucra rezidii petroliere grele, transformându-le în produse valoroase cum ar fi benzină cu cifră octanică ridicată şi motorină de calitate superioară pentru motoare Diesel.

Instalaţia va produce în acelaş timp o cantitate importantă de gaze pentru chimizare.

. . . . . .

EPIGRAME

de I. BRAILEANU

"SAPTAMANA TARILOR CAPTIVE"
în U.S.A.

Ca să menţină ridicat
Moralul "TARILOR CAPTIVE"
Şi L.B.J. a proclamat
Activităţi fictive :

Ceremonii de carnaval
Şi rugăciuni săptămânale
Ce le îngroapă anual
Cu pompe funerale !

*

PROGRES TEHNIC
şi
LIBERTATE SOCIALA SOVIETICA ?

Azi oricare gospodar
Poate, inter-planetar,
Să circule cu "rachete" !

Insă-n Rusia nu poate
Şi nu are libertate...
Nici măcar cu bicicleta !

*

LIBERALIZARE ?

"SCINTEIA" ne informează
Că sloganuri leniniste
De acuma garantează
LIBERTATE PRESEI COMUNISTE !

INTERESU şi PROGRESU

Tilea n-are "interes" !
Insă să ajute vrea,
Dacă-i vorba de "progres"
Şi-n export de cherestea ?

*

O NOUA CONSTITUTIE R.P.R.-istă

Să confirme că este în plină "evoluţie"
R.P.R.-ul a inventat o nouă CONSTITUTIE :
- Sloganuri învechite şi deghizate să fie
Ca o aceiaşi Marie cu altă pălărie ?

TRIBUNA CITITORILOR

Domnule Director,

Citind "Glasul Patriei", mi-a atras atenţiunea numele autorului articolului : "Coordonate noui în agricultura românească", tov. Dr. Ernest Ene.

Acest articol este, în mod evident, destinat propagandei. Cine îl citeşte îşi poate spune că, într'adevăr, mari progrese se vor fi făcut în R.P.R. graţie noului regim.

Dar mai întâi de toate, cine este tov-ul Dr. Ernest Ene ?

Trebuie să-l cunoaştem ca să ne putem da seama de adevărul celor scrise de el, de valabilitatea mărturiei sale.

Fost mare proprietar agricol pe moşie de zestre, fost director de bancă şi fost director general la Ministerul de Industrie şi comerţ sub ministerialatul lui Virgil Madgearu, cel asasinat mişeleşte de banda lui Traian Boeru, tov. Dr. Ernest Ene a navigat cu o surprinzătoare şi evidentă abilitate de la liberali la ţărănişti, pentru a sfârşi aruncându-şi ancora în mocirla trădării comuniste, alături de Petru Groza şi sub oblăduirea vigilentă a forţelor sovietice de ocupaţie, când, administrator la Banca Naţională, şi-a văzut încredinţată misiunea de a da lovitura de graţie economiei naţionale şi împlini jaful organizat al ţării prin "reforma monetară" dictată de Partidul Comunist.

Dar ce spune tov. Dr. Ernest Ene, fost mare moşier, despre actuala şi fosta organizaţie agricolă a României ?

Textual :

"Pe întinsul câmpiilor nu s'au mai văzut plugari necăjiţi, apăsând cu greu pe coarnele plugului, cu grindeiul de lemn tras anevoie de o pereche de cai slabi sau de două vaci porumbace (sterpe, n.n.) din care una luată cu împrumut. Astăzi pretutindeni, pe ogoarele ţării se desfăşoară în tot anul un mare eşalon de mecanizate..." etc.

Fostul mare moşier de zestre nu pregetă în a mărturisi, apoi, că substanţele fertilizatoare nu se dau decât pentru agricultura socialistă, adăugând, nu fără o anumită candoare, că, în urma tractoarelor, un tânăr inginer agronom supraveghează arăturile, măsurând, cu carnetul în mână, adâncimea brazdei. La sate - spune tov. Dr. Ernest Ene - funcţionează sute şi sute de cursuri pentru popularizarea ştiinţei agricole, ale cărei noui coordonate ne sunt înşiruite convingător: mecanizare, chimizare, îmbinare a ştiinţei cu obiceiul, etc.. Or, toate acestea la un loc fac azi fericirea nemai întâlnită a muncitorului agricol din R.P.R., şi aşează pe baze cu totul noui belşugul socialist al ţării.

Tot acest delir marxisto-propagandistic n'are însă nici un fel de legătură cu realitatea.

Evident, progrese s'au făcut, nu numai în agricultură, ci peste tot.

Insă dacă aşa stau lucrurile acum şi dacă, mai ales, critica trecutului întreprinsă de actualul regim comunist de la Bucureşti s'ar arăta să fie valabilă, îl întreb pe tov. Dr. Ernest Ene cum îşi poate explica, totuşi, situaţia dramatică, ba chiar direct catastrofică a agriculturii în R.P.R. în general şi a muncitorilor agricoli în particular ? Că doar ai fost moşier, tovarăşe, la timpul tău, şi cred că nu te-ai ramolit ca să nu-ţi mai aduci nici măcar aminte că, pe vremuri, înainte de "eliberarea" ţării de sub "jugul fascisto-moşieresc", în România, cu arăturile făcute aşa cum afirmi, cu două mârţoage prăpădite, se putea hrăni ţara întreagă, ba chiar şi exporta din plin, în toată Europa. In timpul războiului an-

ti-sovietic, România a hrănit Germania şi Italia, trimiţând grâne chiar şi Franţei, prin Vichy, şi aceasta în cele mai critice condiţiuni de exploatare, floarea tinerimii ţărăneşti găsindu-se pe front, în apărarea Europei. Or, nici măcar în timpul războiului, în România, nu s'a văzut necesitatea de a se impune cartele de pâine.

In schimb astăzi, în R.P.R., numai câteva oraşe mari nu au cartele de pâine, acestea menţinându-se încă în tot restul ţării ca în primele zile ale ocupaţiei sovietice, muncitorilor distribuindu-li-se raţia după gradul şi felul muncii depuse.

La sate, nici măcar mălai nu se mai găseşte.

Cooperativele însărcinate cu distribuţia mălaiului la sate, îl amestecă din oficiu cu tărâţe, care fermentează şi se încing de la sine, făcându-l amar şi imposibil de consumat.

Tov Dr. Ernest Eene, care locuieşte la Bucureşti, a văzut poate cum sătenii din jurul capitalei vin dimineaţa la oraş cu traista plină, aducând ce au mai putut găsi prin grădinile lor, şi fac schimb pe o bucată de pâine, chiar rece şi veche, spre a-şi mai potoli foamea.

Cu toate coordonatele de care ne vorbeşte autorul articolului citat din "Glasul Patriei" - mecanizare, chimizare, selecţionare, fertilizare şi mai ştiu eu ce - foamea, marea foame din R.P.R. nu se va potoli nici prin raţionalizările colhoznice ale muncii şi nici prin orânduirile de muncă silnică ale aşa ziselor gospodării agricole săteşti.

" Temelia oricărui progres nu poate fi decât coa a omului muncind liber pe propriul lui ogor, după cum însăşi firea neamului nostru o cere.

Numai regăsindu-şi libertatea ei fundamentală agricultura românească, prin ea însăşi ca şi într'un cadru european mai larg, va putea să depăşească pozitiv situaţia şi condiţiile catastrofice de astăzi, impuse cu silnicie ţărănimii româneşti de cei care, atacându-se la libertatea acesteia, şi-au propus în realitate să distrugă însăşi fiinţa vie a Neamului românesc.

N.R.B.

. . . . . .

IZVOR DE FRUMUSETE

Cu prilejul comemorării a 75 de ani dela moartea marelui scriitor Ion Creangă, Societatea de Stiinţe istorice şi filologice din R.P. Română, a organizat o serie de acţiuni menite să contribuie la adâncirea cunoaşterii şi studiului operei acestui clasic al literaturii române.

Astfel, filiala din Bucureşti prezintă la Muzeul de istorie a oraşului, un ciclu de expuneri intitulate : "Elemente umaniste în poveştile lui Ion Creangă", "Mihail Sadoveanu despre stilul artistic al lui Ion Creangă", "Ion Creangă în literatura universală" şi altele.

La sesiunea ştiinţifică dela Humuleşti, organizată de filialele regiunilor Iaşi şi Bacău, profesori de specialitate din învăţământul de cultură generală şi superior vor susţine comunicări cu privire la valorificarea artistică a limbii populare în opera lui Ion Creangă, elemnte umaniste în "Amintiri din copilărie", realităţi istorice, etnografice şi lingvistice întâlnite în povestirile lui Ion Creangă, etc.

. . . . . .

NOTE

La Paris, a încetat din viaţă Georges LITMAN, mare industriaş, Cavaler al Legiunii de Onoare.

Figură de o rară eleganţă şi discreţie, care a simţit, a suferit şi a participat direct, deşi aproape neştiut de nimeni, la sbuciumul şi la nădejdiile exilului românesc de la Paris, timp de cincisprezece ani de zile, Georges Litman, fără să ceară niciodată nimic în schimb, a desfăşurat o imensă activitate de ajutorare a studenţilor şi a intelectualilor, a organ zaţiilor şi instituţiilor româneşti în exil.

Serviciul religios a fost oficiat de Monseignorul Cosma, dela Misiunea Catolică Română din rue Ribéra.

*

Primim vestea decesului, survenit la Londra, a prinţului Matila Costiescu Ghyka, diplomat, filosof şi estetician, în vârstă de 83 de ani.

Viaţa prinţului Matyla Ghyka, urmaşul unei vechi familii domnitoare din Moldova şi Valahia, diversă şi agitată, nu este lipsită de interes, dar numele său va rămâne în istoria mişcărilor artistice contimporane prin strălucirea pe care acest teoretician a exercitat-o.

Născut la Iaşi în 1881, a fost primit cu titlu de străin la Scoala Navală, şi-a făcut studiile pe vasul BORDA la Brest şi a participat la ultima campanie a fregatei "Iphigénie" ca aspirant. A intrat apoi în cariera diplomatică, numit la Berlin şi apoi la Londra. In 1916 el reia serviciu în marină, ca ofiţer de legătură român. Cu începere din 1919, din nou diplomat, el se perindă în Statele-Unite, la Londra, la Roma, la Madrid, la Varsovia, la Viena, la Paris înainte de a fi numit ministru plenipotenţiar la Stockholm şi, cu acelaş titlu, în 1940, la Londra. Spre sfârşitul vieţii, a fost profesor în Statele Unite (Virginia).

Prinţul Matyla Ghyka a publicat, la N.R.F. următoarele lucrări : "Esthétique des proportions dans la nature et dans les Arts" (1927); "Le Nombre d'Or" două volume (1931), "Pluie d'étoiles (1933), "Essai sur le rythme (1938), "Tour d'horizon philosophique (1946), "Sortilèges du verbe" (1945).

Lucrarea "Nombre d'or" a marcat o dată în istoria esteticei. Mai mult speculativă decât ştiinţifică, reînnodând cu tradiţia pytagoriciană, studiindu-i influenţa asupra modului de expresie occidentală, ea rămâne o frumoasă carte. Foarte bogată în idei, urmând puţin gândirea lui Paul Valéry asupra morfologiei în materie şi artă, ea a făcut obiectul unui studiu atent la unii pictori - Jacques Villon, Severini, etc. - deoarece corespundea unei nevoi a inteligenţei şi a sensibilităţii, şi răspundea unor preocupări artistice din cercurile post-cubiste. "Eseul asupra ritmului", tezele sale muzicale, au produs un efect foarte stimulant asupra tuturor problemelor marginale cari se pun lumii naturii şi a artelor.

*

Din ţară ne soseşte întristătoarea veste a dispariţiei, în urma unei grele şi îndelungate suferinţe, a Doamnei Theodora Sghibarţ, sora marelui şi bunului nostru prieten, răposatul profesor Nicolae Penescu.

Generaţia mai tânără a exilului românesc la Paris îşi aminteşte astăzi, cu duioşie şi cu întristare, de venerabila şi luminoasa figură a Doamnei Sghibarţ, care, alături de fratele său, căruia atâţia îi datorează mult sau totul, a ştiut să facă din casa cu adevărat românească de pe avenue Charles Floquet, o vatră de dragoste, de ajutor şi de îndrumare, în cele mai critice momente ale exilului, sau atunci când singurătatea sau lupta noastră de fiecare zi se arătau prea apăsătoare.

Fie-ne îngăduit ca pe această cale să transmitem familiei Penescu mărturia marei tristeţi ce ne încearcă, precum şi sincerile noastre condoleanţe.

*

La Muzeul de artă al R.P.R. s'a deschis în Februarie trecut o expoziţie de artă contemporană românească. Au fost expuse 80 de lucrări de pictură şi 30 de sculptură, achiziţionate de Muzeu în ultima vreme. Printre cei peste 100 de artişti plastici ale căror lucrări sunt cuprinse în zisa expoziţie se aflau Corneliu Baba, H. Catargi, Al. Ciucurencu, Ligia Macovei, M.H. Maxy, Ion Pacea, sculptorii Cornel Medrea, Boris Caragea, Ion Irimescu, Zoe Baicoianu, Ov. Maitec, Ion Vlad şi alţii.

*

In cadrul unor săpături efectuate de colaboratorii Institutului de istorie şi arheologie al filialei din Iaşi a Academiei R.P.R., au fost scoase la iveală la Cucorăni şi în împrejurimile localităţilor Huşi, Iaşi şi Gura Humorului, mai multe aşezări omeneşti datând din secolele 3 şi 4 înainte de era noastră. Au fost descoperite cu acest prilej numeroase unelte de muncă, precum şi o mare cantitate de vase ceramice, foarte asemănătoare celor dezgropate în Muntenia şi Transilvania. Descoperirile menţionate constituie o dovadă a existenţei populaţiei băstinaşe pe întreg teritoriul ţării noastre în urmă cu aproape 2.500 de ani.

*

Colecţiile Muzeului regional de istorie Ploeşti s'au îmbogăţit anul acesta cu o serie de lucrări originale ale pictorilor Lecca, Chladek şi Szatmary. Printre noile piese achziţionate se află şi litografia "Bosforul în 1850", precum şi două picturi în ulei intitulate "Tunuri" şi "Stradă în Nicopol", ale pictorului N. Grigorescu, realizate în timpul războiului pentru independenţă. De asemenea, celor peste 8.000 de exponate ale muzeului li s'au mai adăugat o colecţie cu peste 3.000 de monede, datând din perioada feudală, un caiet al poetului G. Coşbuc cu traduceri, un manuscris al lui I.L. Caragiale din 1908, etc.

*

Editura Meridiane a tipărit în primul trimestru al anului 6.250.000 vederi alb-negru şi color. Ilustratele înfăţişează monumente istorice, peisaje din Valea Prahovei şi Valea Oltului, imagini din diferite staţiuni balneo-climaterice, de pe litoral, din oraşele ţării. Urma să apară apoi felicitările-ilustrate de primăvară, în format mic. Se vor tipări de asemeni plicuri cu ilustrate care prezintă opere de artă. Ele cuprinde reproduceri ale operelor existente în Galeriile de artă naţională şi universală ale Muzeului de artă al R.P.R.. Unul din plicuri este dedicat, în întregime, unor sculpturi ale lui Constantin Brâncuşi.

*

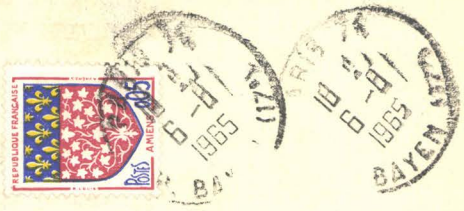
In regiunea Dobrogea se execută lucrări de restaurare, conservare şi protejare a unor monumente arheologice. La Constanţa se restaurează edificiul roman cu mozaic. In latura nordică a edificului se vor construi câteva încăperi unde vor fi expuse piese arheologice descoperite în timpul lucrărilor de cercetare. Tot aici, pentru protejarea terasei, se va înălţa o nouă construcţie.

*

Muzeul de istorie a oraşului Bucureşti a inaugurat un ciclu de comunicări privind istoria Capitalei. Cu acest prilej, mai mulţi muzeografi au vorbit despre noile descoperiri făcute pe şantierele arheologice din Bucureşti.

*

Rédacteur en chef de la Publication
Constantin ARSENE
Rédactrice Responsable : Vella ELIADIS
Ronéotype aux Ed. ESSOR - 75 rue de Flandres
PARIS 19-ème


REPUBLIQUE FRANCAISE
6 -8
1965
6 -8
1965
BAYEN